

*l'Anti*capitaliste

N°93 | DÉCEMBRE 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



RUSSIE 1917-1924: APOGÉE ET DÉCLIN DE LA RÉVOLUTION



APRÈS OCTOBRE, CONSTRUIRE
LE SOCIALISME ?



LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION



LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE
ET LA QUESTION NATIONALE

EDITORIAL

Comité de rédaction L'actualité d'un centenaire **P3**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès 1917-1924: apogée et déclin de la révolution **P4**

Henri Wilno Après Octobre, construire le socialisme? **P8**

Emmanuel Barot 1917, le spectre du communisme hante l'Europe **P12**

Régine Vinon Les femmes dans la révolution **P16**

Lemmy K. La révolution d'Octobre et la question nationale **P20**

REPÈRES

Daniel Minvielle Novembre 1917 - janvier 1924
Des «dix jours qui ébranlèrent le monde» à la contre-révolution stalinienne **P24**

EN DÉBATS

Robert Pelletier Quelle démocratie ouvrière contre le despotisme d'usine? **P28**

LECTURES

Yann Cézard Sous les pavés, la flamme d'Octobre **P32**

Régine Vinon, Henri Wilno, Jean-Philippe Divès Recommandés en ce centenaire... **P34**

FOCUS

«Une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées»
(Léon Trotsky) **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA :
<http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
DR.



«La Salve de l'Aurore» (sur le palais d'Hiver à Pétrograd), 1917, Gravure de Vitali Lentchine. DR.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

L'actualité d'un centenaire

PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION

C'est la deuxième fois qu'un numéro de cette revue est entièrement consacré à un seul thème. On ne l'avait fait précédemment qu'à l'occasion du 140^e anniversaire de la Commune de Paris, en mars 2011.

Bien sûr, l'importance de l'événement et de ses suites le justifie, tant ceux-ci ont longtemps marqué l'histoire du mouvement ouvrier et les rapports de forces entre les classes. En bien et en mal, car si la force propulsive de la révolution est restée vivante durant des décennies, elle n'est pas parvenue à surmonter les limites et obstacles issus de sa dégénérescence et a fini par s'épuiser complètement. L'offensive combinée des impérialismes capitalistes et de leurs complices bureaucratiques de Moscou et Pékin, désormais ralliés au système dominant, en a eu raison au tournant des années 1980-90.

Pourtant, dans un monde capitaliste en crise permanente et où les éléments de barbarie ne cessent de s'étendre, le pouvoir des travailleurs issu de la victoire d'Octobre – jamais revu depuis et ailleurs – continue de fasciner, de mobiliser l'imaginaire de nouvelles générations militantes. D'où sa persistante actualité et la nécessité incontournable d'étudier une expérience qui, quoique avortée, reste fondatrice.

Au cours de l'année écoulée, dans une rubrique intitulée « Russie 1917 : la révolution », nous avons traité chaque mois d'un aspect de

ce processus – soit d'événements spécialement importants et marquants, soit de questions ou réalités plus générales l'ayant imprégné du début à la fin. Rappel de ces textes :

- Janvier (n° 83). La Russie à la veille de la révolution – Quand « ceux d'en haut » ne peuvent plus et « ceux d'en bas » ne veulent plus (Laurent Ripart).
- Février (n° 84). Février 1917, le tsarisme s'écroule comme un château de cartes (Régine Vinon).
- Mars (n° 85). Marxistes, populistes, anarchistes... Un mouvement ouvrier révolutionnaire (Jean-Philippe Divès).
- Avril (n° 86). « Thèses d'avril » : Lénine (ré)arme le Parti

bolchevique (Jean-Philippe Divès).

- Mai (n° 87). La révolution de 1917 face à la « question paysanne » (Emmanuel Barot).
- Juin (n° 88). Crise de juin, « journées de juillet » – Impatience de masse et gauchisme politique dans la révolution (Jean-Philippe Divès).
- Juillet-août (n° 89). De juillet à septembre – Ou Kornilov, ou Lénine (Jean-Philippe Divès).
- Septembre (n° 90). Tout le pouvoir aux soviets ? (Laurent Ripart).
- Octobre (n° 91). Repères sur l'histoire du bolchevisme – Le parti de la révolution (Patrick Le Moal).
- Novembre (n° 92). Il y a cent ans, l'insurrection d'Octobre (Julien Varlin).

Une fois célébré le centenaire de l'insurrection du 25 octobre

(7 novembre dans le calendrier occidental), la logique était d'aborder un peu globalement la période révolutionnaire. Une étape dramatique et héroïque, d'une incroyable densité, et dont on peut considérer que la mort physique de Lénine, le 21 janvier 1924, a marqué la fin. Avant un intermède de quelques années pendant lesquelles la dictature bureaucratique s'est consolidée, en liquidant progressivement les réminiscences de dictature prolétarienne.

Cette période révolutionnaire est abordée ici à travers une série d'articles et de thèmes, en exprimant des points de vue qui – le

lecteur averti le constatera – peuvent parfois être différents, mais reflètent une diversité d'opinions qui existe dans la tradition marxiste révolutionnaire et est aujourd'hui présente au sein du NPA.

Pour autant, nous ne cesserons pas subitement d'évoquer la révolution russe. De prochains numéros seront l'occasion de revenir, toujours cent ans après, sur d'autres événements ou processus passés à l'histoire et devenus des jalons importants dans l'histoire et les débats du marxisme révolutionnaire – à commencer par la question de l'Assemblée constituante et de sa dissolution, ou encore celle de la paix de Brest-Litovsk, avec les débats et oppositions qu'elle a générés. □



« Vers le front polonais ». 1921, affiche d'Ivan Malioutine. DR.

1917-1924: apogée et déclin de la révolution

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Que l'on soit passé après l'insurrection d'Octobre, en un temps finalement très court, d'un formidable mouvement émancipateur à un régime d'exploitation et d'oppression qui a été l'un des pires de l'histoire du 20^e siècle, a porté aux idéaux de la révolution, du socialisme et du communisme un coup extrêmement dur, dont les effets persistent jusqu'à nos jours. Cela reste aussi une énigme non totalement élucidée, et à laquelle il est impossible de se confronter si l'on omet ou relativise l'une des parties de la totalité.

«**C**amarades travailleurs! Rappelez-vous qu'à présent c'est vous-mêmes qui dirigez l'Etat: nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez pas entre vos mains toutes les affaires de l'Etat. Vos Soviets sont désormais les organismes du pouvoir d'Etat, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision. Rassemblez-vous autour de vos Soviets. Renforcez-les. Mettez-vous vous-mêmes à l'œuvre à la base, sans attendre personne (...) Prenez tout le pouvoir et confiez-le à vos Soviets. Gardez comme la prunelle de vos yeux la terre, le blé, les fabriques, l'outillage, les denrées alimentaires, les moyens de transport – tout cela sera désormais totalement votre bien, le bien du peuple tout entier.» Ainsi s'exprimait Lénine, président du nouveau Conseil des commissaires du peuple, dans son Appel à la population publié par la Pravda le 6 (19) novembre 1917¹. La continuité avec les conceptions qu'il venait de coucher sur papier dans *L'Etat et la révolution* saute aux yeux. Tel était bien le «programme de gouvernement» des bolcheviks.

Et de fait, les quelques mois postérieurs ont vu se développer, dans la joie et le chaos, un immense mouvement de libération ouvrière, paysanne et populaire. A travers tout le pays, de nouveaux soviets se créent et se substituent progressivement aux anciennes autorités locales. A la campagne, les comités paysans organisent la confiscation des grandes propriétés et le partage des terres. A la ville, les comités d'usine généralisent le «contrôle ouvrier» avant de passer, devant le sabotage et l'hostilité des propriétaires, à des mesures d'expropriation qu'ensuite le nouveau pouvoir légalise.

Au cours des années suivantes, la révolution apporte aux masses des acquis considérables. Non tant du point de vue de leur niveau de vie, tant sont effroyables les conditions adverses qu'elles doivent alors affronter. Mais le pouvoir soviétique fait des pas décisifs – comme d'autres articles de ce dossier le rappellent – dans la voie de la libération des femmes, dans celle de l'alphabétisation et de l'accès à la culture des plus larges masses, ainsi que de la libération des peuples subissant le joug du nationalisme grand-russe (un volet que le régime stalinien a pratiquement liquidé, ce qui n'a pas peu contribué à l'éclatement de l'URSS entre 1989 et 1991).

Il est significatif que dans l'atmosphère d'euphorie des premières semaines, même la dispersion, le 6 (19) janvier, de l'Assemblée constituante s'effectue avec une déconcertante facilité. A cinq heures du matin, le marin anarchiste Jelezniak, responsable de la garde armée des locaux, se rend dans la salle où les députés cadets, socialistes-révolutionnaires de droite et mencheviques continuent de conférer; il annonce qu'on lui a donné l'ordre de mettre fin à la réunion «parce que la garde est fatiguée», et l'affaire est réglée. Mais la suite sera beaucoup moins aisée.

LA «PAIX OBSCÈNE» DE BREST-LITOVSK

Le mot est de Lénine. Pourtant, lui et la majorité de la direction bolchevique (dont Trotsky, commissaire du peuple – ministre – d'abord des affaires étrangères puis de la guerre) décident de signer, le 3 mars 1918, ce traité qui ampute la Russie de l'époque d'un quart de son territoire et de sa population, et d'une plus grande part encore de sa production agricole, minière et industrielle. C'est cela, estiment-ils, ou le risque de suc-

comber à court terme devant les armées allemandes et austro-hongroises. Les paysans-soldats russes viennent de permettre la victoire de la révolution prolétarienne, qui seule leur promettait la paix; dès le mois de décembre, tous les rapports du front le confirment, ils ne sont pas prêts à se battre un instant de plus, une rupture des pourparlers de paix serait suivie de désertions en masse et Petrograd se trouverait immédiatement menacée.

La décision de la majorité du Parti bolchevique rencontre cependant de fortes oppositions au sein même du camp révolutionnaire. De la part du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, qui occupait depuis le 9 (22) décembre un quart des postes de commissaire du peuple; mais aussi d'un important secteur bolchevique, incluant des dirigeants tels que Boukharine, Ouritski, Piatakov, Radek, ainsi que Chliapnikov et Kollontai (futurs dirigeants de l'Opposition ouvrière



Photo prise en marge d'une réunion du Conseil des commissaires du peuple, en décembre 1917 ou janvier 1918. Alexandra Kollontai est assise à la gauche de Lénine. DR.

de 1920-21), Sapronov, Vladimir Smirnov et Ossinski (qui formeront en 1919 le groupe du Centralisme démocratique, les «décistes»). Contre une paix impérialiste et annexionniste, ces «communistes de gauche» préconisent l'engagement d'une «guerre révolutionnaire», si besoin au moyen d'actions de guérilla. Ils s'organisent en fraction et lancent la publication de leur organe, *Kommunist*, d'abord journal puis revue théorique.²

Au 7^e congrès du parti (6 au 8 mars), ils sont battus par 28 voix contre 12. Le 15 mars, le 4^e congrès des soviets ratifie le traité de Brest-Litovsk. Les communistes de gauche s'abstiennent, mais leurs dirigeants démissionnent de leurs responsabilités à la tête de l'Etat et du parti; Dybenko, Kollontai, Ossinski et Vladimir Smirnov se retirent ainsi du gouvernement, à l'instar des commissaires du peuple SR de gauche. Pour les communistes de gauche, «la conclusion par la république des Soviets d'une paix annexionniste avec l'Allemagne a sans aucun doute affaibli temporairement les forces de la révolution internationale et renforcé l'impérialisme international»³. Le spectre des divergences est cependant plus vaste. Dans le même texte, ils dénoncent «la centralisation bureaucratique, la domination de divers commissaires, la perte de l'indépendance des soviets locaux et, en pratique, le rejet du modèle de l'Etat-Commune administré par en bas».

Le parti semble alors au bord de la rupture. Mais les communistes de gauche se refusent à franchir ce pas. Ils prennent par ailleurs acte de la paix de Brest-Litovsk, reconnaissant qu'elle a débouché sur une nouvelle réalité objective dont il faut s'accommoder. Bientôt, la détérioration accélérée de la situation et les attaques venues de toutes parts (dont celle des SR de

gauche) pousseront les bolcheviks à resserrer les rangs.

En revanche, les SR de gauche déclarent continuer à combattre cette paix. Ce qu'il vont effectivement faire, en conformité avec les traditions du terrorisme *narodnik* (populiste) dont leur parti est l'héritier. Le 6 juillet à Moscou, ils assassinent l'ambassadeur allemand dans l'espoir que ce geste aide à rouvrir les hostilités. Dans la foulée, ils lancent dans la capitale une tentative d'insurrection; improvisée et dépourvue de soutien populaire, elle est rapidement circonscrite. Mais les conséquences politiques sont catastrophiques.

Les SR de gauche étaient en effet les seuls alliés des bolcheviks. Après mars, ils avaient encore collaboré avec eux au sein de divers organismes soviétiques. Désormais, les bolcheviks se retrouvent seuls au pouvoir. Une position d'où, «faisant de nécessité vertu» selon le mot de Rosa Luxemburg (dans son texte de 1918 *La révolution russe*), ils se mettent à théoriser «la dictature d'un seul parti». En 1920, dans *Terrorisme et communisme*, Trotsky reconnaît qu'il y a eu «substitution du pouvoir du parti au pouvoir de la classe ouvrière», mais pour ajouter dans la foulée qu'«il n'y a (...) au fond, aucune "substitution"» car «les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière» et «deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière dans sa totalité».

LE CHAOS ET LES CHOIX ÉCONOMIQUES

Dans une Russie terriblement éprouvée par la guerre mondiale, la révolution a apporté un facteur supplémentaire de désorganisation. Immédiatement après Octobre, un débat oppose les tenants de la centralisation étatique des choix économiques et des branches industrielles, à ceux d'une gestion ouvrière qui définirait la politique économique du bas vers le haut. Une majorité de bolcheviks estime que la seconde alternative n'est pas viable, qu'elle aggraverait le chaos, et la première option s'impose dès décembre 1917. Dans les mois suivants, les comités d'usine se dévitalisent, avant de finir par s'intégrer aux syndicats. Dans un souci d'efficacité, de ne pas se perdre en palabres alors que l'on fait face à une situation d'urgence, le principe de «la direction d'un seul homme» (par opposition à une direction collégiale) est ensuite adopté pour les entreprises, en dépit des protestations des décistes et d'autres secteurs.

C'est aussi l'époque où Lénine revendique le «capitalisme d'Etat» et affirme que sa réalisation représenterait en Russie un

progrès. Plus encore, atteindre un tel stade de développement permettrait, combiné au pouvoir des soviets, d'engager vraiment un processus de construction socialiste. Quant aux positions développées dans *L'Etat et la révolution*, elles restent un objectif, dit-il, mais sont pour l'heure totalement inapplicables.

Dans le même temps, Lénine est loin d'idéaliser l'Etat à la tête duquel il se trouve. Au 8^e congrès des soviets de décembre 1920, il souligne ainsi que «le camarade Trotsky parle d'un "Etat ouvrier", mais c'est une abstraction! (...) En fait notre Etat n'est pas un Etat ouvrier mais ouvrier-paysan, c'est une première chose (...) Mais ce n'est pas tout (...) Notre Etat est un Etat ouvrier présentant une déformation bureaucratique».

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE CIVILE

En mai 1918, la guerre civile commence avec la révolte de la «légion tchécoslovaque». Atisée par les puissances impérialistes qui envoient des dizaines de milliers de soldats appuyer les armées «blanches», cette guerre ne se termine – par la victoire des «rouges», au prix de sacrifices incommensurables – qu'en novembre 1920. La Première Guerre mondiale avait provoqué la mort de 3,3 millions de soldats et habitants de l'empire russe, les trente mois de guerre civile en font près de 10 millions.

La guerre civile laisse le pays exsangue, et sa classe ouvrière désarticulée. Edward Hallet Carr⁴ en décrit ainsi certains effets: «l'approvisionnement en pétrole en provenance de la région de Bakou et du Caucase fut interrompu de l'été 1918 à la fin de 1919 (...) en mai 1919, l'industrie ne recevait que 10% de la quantité normale de combustible. Au cours des hivers de 1918-19 et de 1919-20, le froid fut plus encore que la faim cause de souffrance et d'incapacité (...) Des 70 000 verstes de voies ferrées de la Russie d'Europe, 15 000 seulement n'avaient pas été endommagées (...) à la fin de 1919, alors que la crise avait atteint son paroxysme, plus de 60% des 16 000 locomotives existantes étaient hors d'usage (...)».

Mais «le symptôme le plus saisissant du déclin de l'industrie fut peut-être pourtant la dispersion du prolétariat industriel. En Russie, où les ouvriers d'usines étaient en grande majorité d'anciens paysans qui n'avaient que rarement coupé tous leurs liens avec les campagnes (...) une crise dans les villes ou les usines, la faim, le chômage, les arrêts de tra-





vail ne posaient pas un problème de chômage au sens occidental du terme, mais un exode massif des ouvriers des villes et un retour à leur condition de paysans». Ce phénomène s'ajoute aux enrôlements massifs dans l'armée rouge, qui sont d'abord le fait des ouvriers les plus conscients. En outre, ceux qui restent à l'usine se rendent régulièrement à la campagne afin de s'y procurer de la nourriture, en échange de produits industriels qui sont parfois fournis par les directions ou syndicats d'entreprise, mais souvent volés. Nombre de travailleurs sont par ailleurs malades ou trop affaiblis pour se rendre à leur poste. Dans une série d'entreprises, l'absentéisme frôle les 50%.

Toujours d'après des données rassemblées par Carr, le nombre des ouvriers de l'industrie, de trois millions en 1917, tombe à 2,5 millions en 1918, 1,48 million en 1920-1921 et 1,24 en 1921-22. Les villes se dépeuplent et «plus la ville était grande, plus la diminution était sensible. Petrograd avait perdu 57,5% de sa population en trois ans, Moscou 44,5%». La production subit un effondrement général: en 1920, celle de minerai de fer s'élève à 1,6% et celle de fonte à 2,4% du niveau de 1913; cette proportion est de 41% pour le pétrole et 27% pour le charbon. «Un calcul de valeur en roubles d'avant-guerre montrait que la production de produits manufacturés n'atteignait en 1920 que 12,9% de la valeur de 1913, et celle des produits demi-finis 13,6%».

Toute ceci concerne avant tout la classe sociale qui a déclenché et mené la révolution, en lui imprimant sa dynamique socialiste. Edward Hallet Carr constate: «le paradoxe naissait de ce que l'instauration de la "dictature du prolétariat" fut suivie par une diminution sensible dans l'économie à la fois du nombre et du poids de la classe au nom de laquelle s'exerçait cette dictature».

RÉPRESSION ET BUREAUCRATISATION

Le 20 juin 1918 Volodarski, l'un des responsables bolcheviques les plus populaires à Petrograd, est assassiné par des SR de droite. Le 30 août, c'est Ouristki qui tombe sous leurs balles et le même jour, Lénine est grièvement blessé. Suivant l'exemple de la révolution française 125 ans plus tôt, le comité exécutif des soviets décide alors de répondre à la «terreur blanche» par la «terreur rouge».

La Tchéka, organisme *ad hoc* «pour la répression de la contre-révolution et du sa-

botage» fondé en décembre 1917, voit ses effectifs portés à 40 000 membres fin 1918 (et beaucoup plus à la fin de la guerre civile). Elle arrête et exécute sans procès, et sans rendre aucun compte aux autorités locales. Outre les contre-révolutionnaires actifs, elle vise les membres de la bourgeoisie en tant que classe, mais aussi des anarchistes et des militants d'autres courants socialistes. Une des fonctions de son service de renseignement est dès le début de prévenir et réprimer les grèves (dont les meneurs sont licenciés, emprisonnés ou déportés), et assez vite de combattre les dissidences dans les rangs bolcheviques eux-mêmes (leurs acteurs étant le plus souvent extraits de leur milieu et envoyés ailleurs en vertu du système des affectations – après 1924, les choses deviendront plus sérieuses).

La période du «communisme de guerre» est celle des pénuries et du rationnement, des réquisitions forcées à la campagne, des paiements en nature et du troc qui se substituent aux échanges monétaires. Sur fond de lutte élémentaire pour la survie et d'ensauvagement général de la société, elle donne lieu à une hyper-centralisation du pouvoir et de la prise décision politiques, tandis que les soviets dépérissent et que l'appareil naissant du parti tend de plus en plus à se confondre avec l'appareil d'Etat.

Les premières différenciations sociales apparaissent entre les sommets du parti et la base, communiste ou sans parti (le débat sur «les sommets et la base» est récurrent en 1920-21). Ceux qui sont en responsabilité jouissent de privilèges, encore très limités mais d'autant plus ressentis que la misère domine et que la corruption s'étend. Simon Pirani⁵ cite le cas d'un membre du comité central, Aveli Enoukidzé, qui a reçu une caisse marquée «équipements militaires» mais contenant en réalité du riz, du sucre, du tabac, du vin, du cognac et autres produits considérés de luxe. Cela conduit une «apparatchik honnête» à formuler une plainte, mais le bureau d'organisation du comité central «sauva la mise d'Enoukidzé en acceptant son excuse improbable selon laquelle le vin était destiné au commissariat de la santé».

Le communisme de guerre a également des effets inattendus sur le terrain idéologique. On a vu que la dictature du parti est désormais considérée comme normale et équivalente à la dictature du prolétariat. A cette époque, signale Pirani, se développe en outre parmi les «communistes de guerre» la conception selon

laquelle la nouvelle société naîtra de la main ferme de l'Etat, imposant l'égalitarisme communiste et l'esprit de sacrifice de la guerre civile; l'un des ouvrages les plus populaires parmi les militants est alors un roman du socialiste étatiste américain Edward Bellamy, qui décrit «un Etat égalitaire discipliné, dont l'économie dépend d'un service du travail universel et des décisions politiques prises par une hiérarchie d'anciens». Pour beaucoup de ces communistes, la désillusion sera terrible lorsque les différenciations sociales progresseront encore sous la NEP, ce qui conduira à une vague de démissions et de suicides.

LE TOURNANT DE 1921

Au sortir de la guerre civile, la fatigue est immense et toute l'économie est à reconstruire. Le mécontentement général s'exprime, début 1921, dans les grèves ouvrières de Petrograd et de Moscou, suivies de l'insurrection de Cronstadt et de son écrasement par l'armée rouge⁶. La direction du parti et de l'Etat choisit alors d'abandonner le «communisme de guerre» pour passer à la «nouvelle politique économique», qui remplace à la campagne les réquisitions forcées par un impôt progressif en nature, en tolérant le développement d'une couche de paysans aisés, et à la ville autorise dans certaines limites des activités productives ou commerciales privées. Assez vite, les échanges reprennent, la production agricole comme industrielle se redresse – certes à partir d'un niveau très bas.

Mais *quid* du régime politique? Faut-il, peut-on tenter de revenir à la démocratie ouvrière de 1917-18, en revitalisant les soviets et en légalisant les groupes ou partis ouvriers qui ne s'opposeraient pas par la force au pouvoir bolchevique? Ou bien la dictature du parti sur la société doit-elle plus que jamais être maintenue, et même renforcée? En mars 1921, le 10^e congrès du parti, sous l'impulsion de Lénine (qui dénonce dans l'Opposition ouvrière une déviation «petite-bourgeoise», «syndicaliste et anarchiste», aux positions «incompatibles» avec l'appartenance au parti) choisit résolument la seconde voie.

De plus, ce congrès vote à la quasi-unanimité une motion, également présentée par Lénine, qui prononce l'interdiction sous peine d'exclusion des tendances et fractions. Des assurances orales sont données quant au fait que cette mesure est «provisoire» et que la démocratie in-

terne sera améliorée. Mais les promesses restent lettre morte, le provisoire devient définitif et ainsi disparaît le dernier espace, interne au bolchevisme, de démocratie prolétarienne.

La bureaucratie « communiste » se renforce et commence à se constituer en une couche sociale spécifique, dotée d'intérêts et d'une idéologie propres. Au 11^e congrès de mars 1922, Staline est élu secrétaire général. Les arrestations et condamnations à la prison commencent à toucher des dissidents bolcheviques : RKSP (« Parti socialiste des ouvriers et des paysans ») formé à Moscou par Paniouchkine, Groupe ouvrier de Miasnikov, groupe La Vérité ouvrière inspiré par Bogdanov.

APRÈS 1924, UN PROCESSUS INEXORABLE

Le 26 mai 1922, Lénine est frappé par

fractionnelle qui s'est objectivement formé après le 10^e congrès [et] s'est perpétué»), en proposant dans le même temps une politique d'industrialisation et de planification, seule à même de renforcer la classe ouvrière. Mais cette opposition est nettement battue à la 13^e conférence de janvier puis au 13^e congrès de mai 1924. Lénine, lui, a cessé de vivre le 21 janvier. Fin décembre, Staline lance le slogan du « socialisme dans un seul pays », qu'un an plus tard le 14^e congrès fera sien en l'érigeant en théorie. Dès lors, la liquidation de ce qui restait des traditions du bolchevisme et la consolidation concomitante du parti stalinien avanceront inexorablement.

LES RAISONS DE L'ÉCHEC

Elles sont bien sûr multiples, mais deux facteurs essentiels doivent être souli-

des tsars.

D'innombrables déclarations et analyses de Lénine, à divers moments du processus révolutionnaire, posent cette conclusion de son discours du 3 avril 1917, lors de son retour à Petrograd : « d'un moment à l'autre, chaque jour, on peut assister à l'écroulement de tout l'impérialisme européen. La révolution russe que vous avez accomplie en a marqué les débuts et a posé les fondements d'une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale ! » Ou en 1918, à propos de la prise du pouvoir par les bolcheviks : « ce n'est pas nous qui l'avons voulu, ce sont les circonstances qui l'ont imposé. Mais nous devons rester à notre poste jusqu'à ce qu'arrive notre allié, le prolétariat international ». La première cause de l'échec en Russie est donc celui de la révolution européenne. Rien n'était pourtant écrit d'avance. En Allemagne en particulier, c'est le facteur subjectif qui a failli à trois reprises : en janvier 1919 par spontanéisme, manque de préparation et d'organisation ; en mars 1921 du fait de l'aventurisme gauchiste propagé par la direction de l'Internationale sous Zinoviev et Bela Kun ; en octobre 1923, toujours du fait de l'IC mais pour des raisons opposées à celles de 1921 – cette fois un refus d'engager le combat, motivé par le conservatisme bureaucratique en expansion.

Il reste qu'à l'évidence, la montée de la bureaucratie a été facilitée par une succession d'erreurs et de fautes de la direction révolutionnaire. Celle-ci considérait que le « bureaucratisme » était le produit non d'intérêts matériels mais d'insuffisances culturelles, et/ou reflétait la pression des anciennes classes dominantes et des restes de leur appareil d'Etat. Mais c'est de l'intérieur de la nouvelle élite dirigeante que la contre-révolution a surgi. Un phénomène alors largement imprévisible, mais dont les révolutionnaires d'aujourd'hui ont toujours à tirer les leçons. □



Le 30 janvier 1924, lors des obsèques officielles de Lénine, à Moscou. Le porteur de tête du cercueil est Félix Dzerjinski. A sa droite, Léon Kamenev. A sa gauche, Timothée Sapronov. DR.

une première attaque. En convalescence, isolé et trompé par Staline, il découvre avec effroi l'ampleur du processus de bureaucratisation, et propose à Trotsky de former un bloc contre l'appareil. Malgré une deuxième attaque, le 14 décembre, il engage le combat contre Staline en dictant ce qui sera connu comme son « testament ». Mais le 9 mars 1923, il subit sa troisième attaque, qui l'écarte définitivement de toute vie politique.

En octobre, alors qu'a éclaté la première crise de la NEP, Trotsky à travers des textes et articles appelant à un « cours nouveau », 46 dirigeants et cadres dans une déclaration adressée au bureau politique, dénoncent la bureaucratisation du parti et les méthodes de sa direction (selon les « 46 », un « régime de dictature

gnés.

Contrairement à Trotsky, Lénine avait longtemps considéré impossible qu'une révolution en Russie se déroule d'emblée sur des bases socialistes : l'arriération du pays, son caractère très majoritairement paysan, la faiblesse numérique de son prolétariat industriel ne le permettaient pas. C'est la guerre mondiale qui l'a fait changer d'avis : la boucherie impérialiste ouvrait sur tout le continent une période d'« imminence de la révolution » et dès lors, du fait des conditions particulières de la Russie, la révolution socialiste pouvait s'y déclencher avant de toucher les autres pays européens, notamment les plus développés, où la victoire du prolétariat permettrait en retour de consolider et développer les premières avancées dans l'ancien empire

1 16 novembre dans l'ancien calendrier « julien » alors en vigueur, retardant de treize jours sur le calendrier « grégorien » en usage dans la plupart des pays et que la Russie adopta le 1er/14 février de l'année suivante.

2 Les textes de ses quatre numéros ont été republiés en 2011 dans un livre édité par le collectif Smolny.

3 « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist* n° 1 (avril 1918).

4 Dans « La révolution bolchevique », tome 2 « L'ordre économique », Les Éditions de Minuit, 1974 (chapitre « Le communisme de guerre »).

5 Dans son excellente étude « The Russian Revolution in Retreat, 1920-24 – Soviet workers and the new communist elite » (La retraite de la révolution russe, 1920-24 – Les ouvriers soviétiques et la nouvelle élite communiste), Routledge, Londres/New York, 2008.

6 Impossible de traiter, dans le cadre limité du présent article, de cette question particulièrement complexe.

Après Octobre, construire le socialisme ?

PAR HENRI WILNO

La prise du pouvoir par les bolcheviks les a confrontés à une situation à laquelle ils n'étaient guère préparés : la transformation et la gestion économiques d'un pays de 150 millions d'habitants. Certes, la réalité avait tranché le débat ayant opposé les bolcheviks aux mencheviks, partisans d'une subordination des tâches politiques des socialistes au retard économique de la Russie, au mûrissement d'un capitalisme russe. Mais une fois le pouvoir conquis se posaient, dans une réalité difficile, des questions dont les réponses devaient être élaborées dans l'urgence.

Contrairement aux socialistes utopiques, Marx et Engels se sont toujours refusés à fournir un modèle de socialisme « clés en main », à se projeter dans les « marmites de l'histoire ». On trouve cependant dans leurs œuvres un certain nombre de « poteaux indicateurs », pour reprendre l'expression de Rosa Luxembourg qui ajoutait : « nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste. Par contre, de quelle sorte seront les mille grandes et petites mesures concrètes en vue d'introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là, aucun programme de parti, aucun manuel de socialisme ne peut fournir de renseignement. Ce n'est pas une infériorité, mais précisément une supériorité du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, que le socialisme ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de l'école même de l'expérience... »¹

LE DÉBAT AVANT LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Les « poteaux indicateurs » chez Marx et Engels consistent essentiellement en une conception générale de l'économie et des éléments partiels présents dans divers textes. Le premier point consiste en une analyse de l'anarchie capitaliste où, aiguillonné par la concurrence et la recherche du profit maximum, chaque capitaliste prend des décisions d'investissement et de production qui seront validées ou non sur le marché et conduiront à des crises périodiques. A cette forme de régulation ex post, Marx oppose une régulation consciente ex ante : il évoque ainsi une « réunion d'hommes libres travaillant avec des

moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule et même force de travail social ».²

Mais comment se fera, dans le cadre du plan, la répartition des facteurs de production et de la production elle-même ? Les textes de Marx et d'Engels vont dans le sens d'une répartition en nature non subordonnée à la loi de la valeur et d'une comptabilité en unités physiques. Cette vision d'une économie sans prix ni monnaie inspire tous les partis socialistes avant la Première Guerre mondiale, seul Kautsky, dans son texte « Au lendemain de la révolution sociale », admettant le recours à la monnaie comme instrument technique.³ Par ailleurs, le Manifeste du parti communiste et d'autres textes mettent en avant des mesures comme l'expropriation de la propriété foncière, la centralisation du crédit dans une banque publique, la multiplication des manufactures nationales.

Pour ce qui est de la Russie, si mencheviks et bolcheviks s'opposent sur les tâches politiques et les forces motrices de la future révolution, ils s'inscrivent néanmoins dans un cadre commun : le socialisme n'est pas à l'ordre du jour en Russie du fait du retard économique du pays (environ 80 % de la population vivait à la campagne). Trotsky seul s'en démarque, en envisageant dans *Bilan et perspectives* (1906) la possibilité d'un pouvoir prolétarien prenant des mesures radicales allant dans le sens du socialisme. Mais il précise dans le même mouvement que ce pouvoir ne pourra se maintenir sans le soutien d'une révolution en Europe : « jusqu'à quel point la politique socialiste de la classe ouvrière peut-elle être appliquée dans les conditions économiques

de la Russie ? Il y a une chose que l'on peut dire avec certitude : elle se heurtera à des obstacles politiques bien avant de buter sur l'arriération technique du pays. Sans le soutien étatique direct du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne pourra rester au pouvoir et transformer sa domination temporaire en dictature socialiste durable. A ce sujet, aucun doute n'est permis. »⁴

LÉNINE EN 1917

Avant 1917, Lénine s'était saisi de sujets économiques (comme le développement du capitalisme en Russie) mais n'avait rien écrit de particulier sur la façon de faire fonctionner l'économie. Il commence à aborder la question après son retour en Russie en avril 1917. Dans les « Thèses d'avril », on trouve les mesures suivantes : « confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers. Nationalisation de toutes les terres dans le pays et leur mise à la disposition des Soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de Soviets de députés des paysans pauvres (...) Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une banque nationale unique placée sous le contrôle des Soviets des députés ouvriers. Notre tâche immédiate est non pas "d'introduire" le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers. »

Durant cette période, Lénine martèle sans cesse la nécessité du « contrôle » des travailleurs. A ce propos, l'économiste anglais Alec Nove note que le terme russe utilisé par Lénine renvoie plus à des inspections et des vérifications qu'à une prise de contrôle du capital.⁵ Un développement plus systématique des mesures à prendre se trouve dans « La

catastrophe imminente et les moyens de la conjurer» (octobre 1917) où sont énoncées les mesures suivantes :

- Fusion de toutes les banques en une seule dont les opérations seraient contrôlées par l'État, ou nationalisation des banques, ainsi que des assurances;
- Nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des groupements monopolistes les plus importants (syndicats du sucre, du pétrole, de la houille, de la métallurgie, etc.);
- Suppression du secret commercial;
- Cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation pour tous les industriels, commerçants, patrons en général, de se grouper en cartels ou syndicats;
- Groupement obligatoire ou encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation (et un contrôle exercé sur ce groupement).

Lénine insiste sur le fait que ces mesures ne présentent pas de difficultés techniques pour peu que la volonté politique existe et, pour ce qui est de la «nationalisation» des groupements monopolistes, il explique qu'elle peut être réalisée par «simples décrets convoquant un congrès des employés, des ingénieurs, des directeurs, des actionnaires, établissant une comptabilité uniforme, le contrôle par les syndicats ouvriers, etc.». Il est impressionné par le

sans hésitations» (ses formulations antérieures étaient beaucoup plus prudentes), mais que «parmi les premiers pas à faire dans cette voie, les mesures essentielles doivent être des mesures telles que la nationalisation des banques et des cartels. Commençons par prendre ces mesures et d'autres semblables, et nous verrons. Nous y verrons mieux, car l'expérience pratique, mille fois plus précieuse que les meilleurs programmes, aura infiniment élargi notre horizon.» («Pour une révision du programme du parti»).

Sur un point cependant, Lénine a un point de vue arrêté (que tous les dirigeants bolcheviques partagent) : le retard économique de la Russie impose d'importer les innovations des pays capitalistes avancés. Celles-ci sont non seulement technologiques mais, pour Lénine, concernent aussi l'organisation du travail. C'est sous cet angle qu'il s'intéresse au système mis au point à partir de 1890 par Frederic Taylor. Après avoir, dans un premier temps, critiqué sans nuance le taylorisme comme instrument d'intensification de l'exploitation, il modifie son point de vue dès 1914 et l'apprécie comme étant aussi une rationalisation de l'organisation du travail industriel qui pourra avoir des effets positifs lorsque le prolétariat prendra en mains la société. Et cette orientation se renforcera après

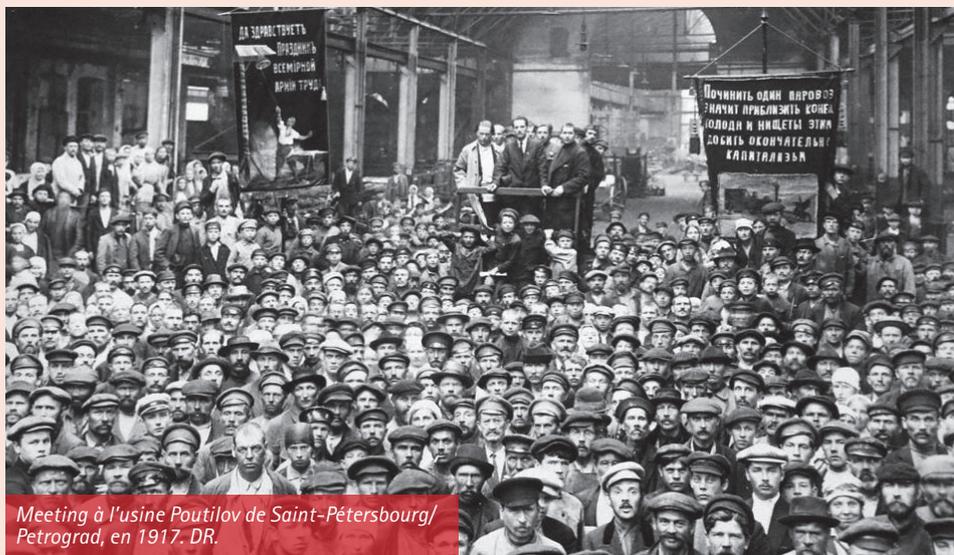
cipe du contrôle des ouvriers, contrôle appelé à se transformer en une réglementation complète de la production et de la répartition par les ouvriers, en une "organisation à l'échelle de l'Etat".»

Ces derniers aspects mis à part, la pensée économique de Lénine est essentiellement empirique: il s'agit d'arracher le pouvoir aux capitalistes... et après «nous verrons» (pour reprendre la formule précitée utilisée dans la discussion d'octobre 1917 sur le programme du parti).

A L'ÉPREUVE DU POUVOIR

Le 7 novembre 1917, Lénine proclame devant le congrès des soviets: «nous devons aujourd'hui nous consacrer en Russie à l'édification d'un Etat prolétarien socialiste». Outre cette perspective générale, après la prise du pouvoir, plusieurs éléments vont se combiner pour modeler la politique économique désormais entreprise. Aux quelques points précédemment exposés s'ajoutent quatre facteurs résultant de la situation: la révolution sociale impétueuse qui secoue la Russie (les paysans veulent la terre et les ouvriers ne veulent plus du pouvoir patronal), l'impact de la guerre mondiale puis de la guerre civile, la désorganisation liée à la chute du pouvoir de la bourgeoisie et, enfin, l'isolement de la révolution russe.

Les premières mesures sont le décret sur la terre (8 novembre) et le décret sur le contrôle ouvrier (27 novembre). Le 15 décembre, un Conseil supérieur de l'économie nationale est institué. Le 27 décembre, les banques privées sont nationalisées et amalgamées avec la banque centrale (dont le gouvernement avait pris le contrôle le 27 novembre) en une banque du peuple de la république russe. Début janvier 1918, le gouvernement soviétique suspend le paiement de la dette extérieure et début février 1918, il décrète la répudiation de toutes les dettes tsaristes ainsi que des dettes contractées par le gouvernement provisoire afin de poursuivre la guerre entre mars et novembre 1917. En même temps, il décide d'exproprier tous les avoirs des capitalistes étrangers en Russie (l'annulation des dettes contractées par le tsarisme avait été proposée dès 1905 par le soviét de Saint-Petersbourg).⁷ Le décret sur le contrôle ouvrier donne de larges pouvoirs dans l'entreprise aux comités d'usine, dont les décisions s'imposent aux propriétaires, le secret des affaires était aboli.⁸ La perspective de la nationalisation des entreprises est affirmée. La «déclaration des droits du peuple travailleur et exploité» de



Meeting à l'usine Poutilov de Saint-Petersbourg/Petrograd, en 1917. DR.

mode d'organisation de l'économie de guerre allemande: une forme de capitalisme d'Etat où les capitalistes privés doivent se mettre au service de la mobilisation de l'appareil productif.

Durant la discussion qui se déroule en octobre 1917, juste avant la prise du pouvoir, sur la révision du programme du parti, face à Boukharine qui soutient qu'il faut mettre en avant tout de suite un programme de mesures préparant le passage au socialisme, Lénine répond que l'objectif est certes de marcher vers le socialisme «fermement, hardiment,

la révolution d'octobre, du fait des impératifs de maintien puis de reconstruction de l'industrie.⁶

Pour en terminer avec ces rappels de la pensée de Lénine sur les mesures économiques que devrait prendre un pouvoir prolétarien, notons une conception du contrôle ouvrier affirmée en juin 1917 (dans «La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre»): «nous ne préconisons pas le moins du monde le passage humoristique des chemins de fer aux mains des cheminots et des tanneries aux mains des tanneurs. Mais nous affirmons le prin-

janvier 1918 précise ainsi que « la loi soviétique sur le contrôle ouvrier et le Conseil supérieur de l'économie nationale est confirmée, en vue d'assurer le pouvoir du peuple travailleur sur les exploiteurs et en tant que première mesure préparant la remise complète des fabriques, usines, mines, chemins de fer et autres moyens de production et de transport, en propriété à l'Etat ouvrier et paysan. » Mais cette formule ne précise pas de calendrier.

Dès avant la révolution, le débat s'était engagé entre deux conceptions du contrôle ouvrier : le contrôle « passif » et le contrôle « actif » (pouvoir d'intervention dans la gestion et de prises de décision s'imposant aux directions d'entreprise). Après la révolution, le décret sur le contrôle ouvrier s'inscrit dans la logique du contrôle « actif », tout en donnant aux directions d'entreprise la possibilité de faire appel des décisions des comités d'usine devant les conseils économiques régionaux. Le débat sur les modalités du contrôle continue cependant. Il va être réglé par la vie, c'est-à-dire par le refus de coopération des patrons. Dans le même temps, les nationalisations d'entreprises commencent. Mis à part les chemins de fer et les industries d'armement, elles sont d'abord surtout le résultat d'initiatives locales (souvent en réponse au sabotage patronal et à la nécessité de maintenir les entreprises en activité) : selon Alec Nove, ce fut le cas de plus des deux tiers des nationalisations intervenues jusqu'en juin 1918. Selon des données historiques soviétiques, seules 30% des entreprises industrielles étaient nationalisées ou municipalisées fin mars 1918, mais c'était déjà le cas de 80% des entreprises de plus de 5000 salariés.⁹ Les autorités centrales s'alarment cependant des nationalisations incontrôlées. En janvier puis en avril 1918, des directives rappellent qu'aucune expropriation ne doit avoir lieu sans l'accord du Conseil supérieur de l'économie nationale.

En mai-juin 1918, la situation change avec la guerre civile et les interventions impérialistes qui donnent une nouvelle impulsion au sabotage des capitalistes. Le double pouvoir dans les entreprises devient impraticable, que ce soit sous la forme d'un contrôle « actif » ou « passif ». Le premier secteur à être complètement nationalisé est l'industrie du sucre en mai 1918, suivie en juin par l'industrie pétrolière, puis par la métallurgie. David Mandel souligne que « la nationalisation n'a pas été entreprise en premier lieu comme un pas vers la réalisation du socialisme. Il s'agissait avant tout d'une mesure pratique pour sauver la révolution », et cite une brochure bolchevique

de 1918, « Du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière dans l'industrie », dont l'auteur écrit : « il [le prolétariat] a dû faire ce que dans la situation donnée, il était impossible de ne pas faire ». ¹⁰ Une question reste pendante : celle de la coordination entre les entreprises. Ce problème avait été débattu par des réunions de comités d'usine dès avant Octobre. Si une minorité anarchiste mettait en garde contre une centralisation qui se transformerait en « une sorte d'autocratie », les directives sur le contrôle ouvrier adoptées par la conférence des comités d'usine de Petrograd, en janvier 1918 (citées par David Mandel), précisent que les instructions émanant d'autorités supérieures doivent être suivies par les comités d'usine. La coordination entre unités économiques

est cruciale pour relancer l'économie. Les obstacles sont nombreux : tendances localistes de certains comités d'usine, incapacité des organes de supervision nouvellement créés à s'acquitter de leurs tâches, désorganisation héritée de la guerre mondiale et approfondie par la guerre civile. Trotsky décrit ainsi la situation : « après la suppression du marché libre et du système de crédit, chaque usine ressemblait à un appareil téléphonique dont les fils auraient été coupés. Le communisme de guerre créa un succédané bureaucratique d'unification économique. » ¹¹

DU COMMUNISME DE GUERRE À LA NEP

Il fallait gagner la guerre civile, faire face à l'intervention armée des impérialistes : ce fut donc



ce qui été plus tard qualifié de «communisme de guerre». La désorganisation s'amplifie, le rouble s'effondre. Se met en place une économie dans laquelle les échanges entre entreprises d'Etat se faisaient sans paiement. Selon une résolution du deuxième congrès des Conseils économiques de toutes les Russies, citée par Alec Nove, «les entreprises d'Etat devaient livrer leurs produits aux autres entreprises d'Etat et institutions sans paiement et de la même façon obtenir les fournitures nécessaires»; le but étant d'«aboutir à l'élimination finale de toute influence de l'argent sur les relations des unités économiques.» Le champ de la gratuité couvre aussi les transports, le logement, l'éclairage. La rémunération en nature représente une part de plus en plus importante par rapport à ce qui est versé sous forme monétaire.

D'autres aspects du communisme de guerre visent à faire face à l'urgence, au prix de conséquences sociales et politiques plus que problématiques pour la base sociale de la révolution, notamment les réquisitions dans l'agriculture et l'instauration d'une discipline de fer dans les usines (par ailleurs en partie dans la logique du taylorisme que Lénine considère, on l'a vu, comme un progrès). Aux yeux de certains bolcheviks, ce qui est nécessité et gestion d'une économie rétrécie commence en fait à ouvrir la voie à l'établissement d'une vraie économie socialiste où le marché, voire la monnaie, auraient disparu (surtout si la révolution s'étend à l'Occident industrialisé). Victor Serge, alors à Moscou, a ainsi résumé certaines des illusions qui ont cours: «le régime de ce temps a été appelé le "communisme de guerre". On l'appelait alors le "communisme" tout court et celui qui, comme moi, se permettait de la considérer comme provisoire s'attirait des regards réprobateurs».¹²

D'ailleurs, les mesures du communisme de guerre n'ont pas réellement les moyens d'être cohérentes et coordonnées sur l'ensemble du pays. Du fait de la guerre civile et des mauvais moyens de communication, même les régions fidèles au pouvoir soviétique agissent souvent de leur propre chef, sans aucun ordre ni coordination centrale. Les pénuries alimentaires sont accrues par les effets de sept ans de guerre et par la sécheresse, au point que la famine règne ou menace dans certaines régions. La classe ouvrière est désagrégée et l'alliance avec les paysans rompue. Le mécontentement se généralise.

Dans son rapport de mars 1921 au 10^e congrès du Parti communiste russe, Lénine reconnaît: «nous nous sommes trop avancés dans la nationalisation du commerce et de l'industrie, dans le blocage des échanges locaux. Était-ce une erreur? C'est certain (...) Toutefois nous avons cédé à une nécessité impérieuse: nous avons vécu jusqu'à présent aux prises avec une guerre si acharnée, si

terriblement dure, que nous n'avions d'autre solution que d'agir aussi militairement dans le domaine économique (...) Mais, en même temps, il est incontestable – et on ne doit pas le dissimuler dans notre agitation et notre propagande – que nous sommes allés plus loin qu'il ne le fallait du point de vue théorique et politique. Nous pouvons admettre dans une mesure notable les libres échanges locaux, sans détruire le pouvoir politique du prolétariat, mais au contraire en le consolidant.» Le 16 mars 1921, les congressistes adoptent le rapport de Lénine: la Nouvelle politique économique (NEP) est lancée.

DES QUESTIONS POUR L'AVENIR

Des questions économiques fondamentales ont donc été posées durant cette période de la Révolution, des questions qui, d'une façon ou d'une autre, seront vraisemblablement à l'ordre du jour dans tout processus de révolutionnarisation de la société: quelles sont les limites du contrôle ouvrier? Nationalisations, socialisations: quoi et comment? Quelle coordination des entreprises socialisées? Quelle articulation entre autogestion et plan? Quel doit être le rôle de la monnaie?

Par ailleurs cet article n'a fait qu'évoquer, voire pas du tout traité, d'autres questions économiques que les événements ont posées: les rapports avec le monde extérieur, le mode de gestion des entreprises, l'élaboration du plan... Il faut également tenir compte du fait qu'après la prise du pouvoir, apparaissent une multitude de questions concrètes à résoudre de manière non bureaucratique: «nous ne savons pas gérer l'économie», souligne Lénine dans son rapport au 11^e congrès du Parti communiste, en 1922. Il poursuit: «la vérité, c'est que le temps n'est plus où il fallait développer un programme et appeler le peuple à exécuter ce programme grandiose. Cette époque est révolue. Aujourd'hui il vous faut prouver que dans la pénible situation actuelle, vous savez pratiquement améliorer les conditions économiques de l'ouvrier et du moujik.» Pour illustrer le fonctionnement défectueux, il raconte une histoire d'importation de boîtes de conserve de viande: «pourquoi, après trois ans de révolution, dans la capitale de la République soviétique, a-t-il fallu deux enquêtes, l'intervention de Kamenev et de Krassine ainsi que des directives du bureau politique, pour acheter des conserves? Qu'est-ce qui manquait? Le pouvoir politique? Non. L'argent, on en a trouvé.»

Certains se plaisent à présenter Lénine comme un demiurge sachant à chaque moment où il allait et où la révolution devait aller. Ce fut le cas parmi les staliniens. C'est aussi le cas du côté opposé: ainsi, le journal financier *Les Echos* écrit-il le 7 novembre 2017, à propos du 100^e anniversaire d'Octobre: «quand Lénine s'empare du pouvoir avec les bol-

cheviks, son plan est clair, "Nous allons maintenant procéder à la construction de l'ordre socialiste". Abolition de la grande propriété foncière, nationalisation des entreprises, répudiation de la dette publique, planche à billets, contrôle ouvrier dans les usines. Les résultats sont catastrophiques». Oubliés, non seulement ce qu'a écrit Lénine lui-même, mais la guerre civile et l'agression extérieure.

L'historien Lars Lih, spécialiste de Lénine, souligne au contraire que beaucoup d'historiens ont écrit des bêtises sur le communisme de guerre, présentant les bolcheviks comme étant aveugles face à la situation du pays. A l'opposé, il dit à propos de ses recherches sur la période du communisme de guerre: «pour l'essentiel, j'ai montré que ses responsables n'étaient ni fous, ni idiots. On peut être d'accord ou non avec ce qu'ils ont fait, mais il faut admettre qu'ils s'occupaient de problèmes réels et cherchaient à faire de leur mieux.»¹³

Il ne s'agit pas de nier les improvisations, les erreurs aux conséquences lourdes, les illusions, la diffusion de comportements autoritaires dans certains secteurs du parti. Mais comme cela a déjà été souligné, on ne peut faire abstraction du fait que les bolcheviks étaient contraints de s'avancer en terrain inconnu sauf à laisser triompher, non pas une démocratie bourgeoise «civilisée» mais une contre-révolution pogromiste conjuguée avec les armées étrangères. □

Toutes les citations de Lénine sont extraites de textes disponibles sur le site marxists.org, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works.htm> (les titres des textes sont indiqués dans l'article).

1 Rosa Luxembour, «La révolution russe», 1918, <https://www.marxists.org/francais/luxembur/revu-rus/frus.htm>

2 Karl Marx, «Le Capital», livre I, tome 1.

3 Włodzimierz Brus, «Problèmes généraux de fonctionnement de l'économie socialiste», François Maspéro, 1968. Dans son texte publié en 1902 et intitulé «Au lendemain de la Révolution sociale» (qui constitue la deuxième partie de «La révolution sociale»), Kautsky (qui n'est pas encore aux yeux de Lénine le «renégat» dénoncé après 1914) examine un certain nombre de problèmes auquel se heurterait la transformation socialiste de l'économie, tels que le nombre des entreprises ou la question des biens de consommation. Voir <https://www.marxists.org/archive/kautsky/1902/socevrjpt2-2.htm>

4 https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bilanp/bilan_persp_8.html

5 Alec Nove, «An economic history of the USSR», Pelican Books, 1992.

6 Cf. Robert Lienhart, «Lénine, les paysans, Taylor», Seuil, 1976, rééd. 2010.

7 Eric Toussaint, «Centenaire de la révolution russe et de la répudiation des dettes», sur le site du CADTM, <http://www.cadtm.org/Centenaire-de-la-revolution-russe>

8 Voir <https://www.marxists.org/francais/urss/works/1917/11/controlouvrier.htm>

9 Données citées par Jacques Sapir, «L'économie soviétique: origine, développement, fonctionnement», décembre 1995, http://ceml.ehess.fr/docannexe/file/2746/sapir1995_2.pdf

10 David Mandel, «Les soviets de Petrograd – les travailleurs de Petrograd dans la révolution russe (février 1917–juin 1918)», Syllepse, Page 2, M éditeur, 2017.

11 Léon Trotsky, «La nouvelle politique économique des Soviétiques et la révolution mondiale», 14 novembre 1922 <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/11/lt19221114.htm>

12 Victor Serge, «Mémoires d'un révolutionnaire», plusieurs fois réédité. Actuellement disponible, «Mémoires d'un révolutionnaire et autres textes politiques 1908–1947», dir. Jil Silberstein, Robert Lafont coll. Bouquins, 2001.

13 «Lire Lénine», entretien avec Lars Lih, revue Période, <http://revueperiode.net/lire-lenine-entretien-avec-lars-lih/>

1917, le spectre du communisme hante l'Europe

PAR EMMANUEL BAROT

«La lutte entre le prolétariat et la classe moyenne, entre les soviets et le gouvernement, commencée les premiers jours de mars, approchait de son point culminant. Ayant sauté d'un bond du moyen-âge au 20^e siècle, la Russie montrait au monde frémissant les deux systèmes de révolution – la Révolution politique et la Révolution sociale – aux prises dans un combat mortel.»

(John Reed, «Dix jours qui ébranlèrent le monde», 1919).

Le stalinisme «pèse d'un poids très lourd sur les cerveaux des vivants» d'aujourd'hui, pour reprendre un mot de Marx au début du *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. En raison non seulement de sa trahison de la révolution de 1917, mais aussi de ce qu'il a corrélativement provoqué dans le reste du monde. Dans le prolongement de sa négation bureaucratique du pouvoir «soviétique» depuis la seconde partie des années 1920, le stalinisme a conduit des processus révolutionnaires à l'échec, à commencer par la révolution chinoise de 1925-1927. Il a

puissamment aidé à stabiliser le capitalisme d'après-guerre – à travers «l'ordre de Yalta» qui établit les bases de la guerre froide puis de la «coexistence pacifique». Et il a bloqué dans sa sphère d'influence toute émergence de processus de double pouvoir qui auraient pu échapper à son contrôle, à l'image de sa répression féroce du soulèvement hongrois de 1956.

Aux antipodes de ce que 1917 avait projeté, il a refaçonné le monde ouvrier sur des lignes réformistes, le canalisant et entretenant en profondeur la passivité. Et bien sûr, il a joué

un rôle majeur dans la décrédibilisation autant du projet communiste que de l'idée même de révolution. Suite à la chute de l'URSS et aux années 1990, la période altermondialiste, puis les révolutions arabes, les vagues d'indignation, etc., ont fait resurgir des mouvements de masse aspirant à l'auto-organisation démocratique. Mais on ne peut que constater la persistante faiblesse des dynamiques de double pouvoir assises sur une perspective de classe, s'efforçant de lier questions démocratiques et questions sociales dans la perspective du socialisme – en



Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés le 15 janvier 1919 par les «corps francs» dépêchés par le gouvernement social-démocrate allemand. DR.

résumé, dans le sens de la logique qui conditionna la victoire de 1917.

C'est incontestablement dans le sillage immédiat de cette dernière, bien plus que lors du printemps des peuples de 1848, que le «spectre du communisme» est venu très concrètement «hanter l'Europe» selon les mots de Marx et Engels dans le Manifeste. On peine parfois à mesurer les conséquences que cette «irruption des masses sur la scène de l'histoire» (Trotsky) induisit par-delà les frontières. L'espoir et la contagion qu'elle a inauguralement suscités, avant que la vague révolutionnaire en Europe ne se referme en 1924, coïncidant avec l'année de la mort de Lénine, n'eurent d'égaux (pour les mêmes raisons mais de l'autre côté de la frontière de classe) que la peur, la haine et la réaction militaire, politique, économique, idéologique, culturelle, des bourgeoisies du monde entier. De même qu'on ne peut comprendre comment les choses se sont passées en Russie sans saisir en permanence leur entrelacement avec les processus qui s'opéraient simultanément au plan international, au premier chef la situation d'isolement croissant et de «forteresse assiégée» à partir de 1923-24, on ne peut pas non plus comprendre la situation internationale de l'immédiat après-guerre sans mesurer combien Octobre 1917 a irradié bien au-delà des frontières russes. Nous revenons ici sur quelques dimensions de cette configuration particulièrement complexe au sortir d'Octobre 1917.

1/ «UNE RUSSIE NOUS SUFFIT» : RÉACTION DE L'IMPÉRIALISME ET GUERRE CIVILE

La victoire de la révolution d'octobre ne peut se comprendre hors du contexte de la guerre impérialiste dans laquelle se sont plongés les grands Etats en concurrence au plan mondial. Les douleurs de la guerre et de la mobilisation forcée d'un côté, les privations et la misère induits au plan social de l'autre, ont fait de l'aspiration à la paix le facteur majeur de la chute du tsarisme, expliquant notamment la fraternisation des soldats, payés en uniforme, avec les ouvriers au cours des journées de février. Des différents slogans bolcheviques, c'est certainement celui de l'arrêt immédiat de la guerre, «sans annexions ni indemnités», qui fut le plus populaire, tout en distinguant radicalement les bolcheviks des autres courants se revendiquant du socialisme.

Le décret sur la paix constitue aussi la première conséquence au plan international de l'insurrection d'Octobre. Même s'il ampute le territoire russe de façon conséquente, le traité de paix séparée avec l'Allemagne, conclu à Brest-Litovsk au printemps 1918, reconfigure

le champ de forces de la guerre, ce qui amène l'Entente à stigmatiser la jeune Russie révolutionnaire comme agent de la puissance allemande. «Les provocateurs et les réactionnaires se mirent à crier que les Bolcheviks étaient des agents allemands jusqu'à ce que le monde entier en fût convaincu», résume John Reed dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

Simultanément, nostalgiques du tsarisme, russes «blancs» revanchards et viscéralement anticommunistes, dirigés au plan militaire par d'anciens hauts gradés de l'armée impériale, commencent à s'organiser, notamment dans les régions où le gouvernement révolutionnaire n'exerce pas encore son pouvoir, par exemple dans le sud. Mais la guerre civile entre les armées blanches et l'armée rouge que la Russie traverse jusqu'en 1921, en conduisant pendant trois ans aux mesures du «communisme de guerre», est tout sauf une affaire interne. Les armées blanches sont soutenues par pas moins de 14 pays capitalistes, dont les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie ou encore la Grèce. La politique des principaux dirigeants de l'impérialisme est claire: il faut d'abord mater la révolution bolchevique à l'intérieur de ses propres frontières, la fracturer, renforcer ses opposants. Cela passe par un soutien à certaines aspirations à l'indépendance, non pas dans le sens du droit des peuples à l'autodétermination, mais en appuyant des bourgeoisies régionales pour que celles-ci, ensuite, se retournent contre le nouveau pouvoir.

Pour les dirigeants des puissances capitalistes, il s'agit là encore de se prémunir contre la contagion, d'éviter que le communisme ne se propage dans leurs propres pays, où la colère ouvrière comme la lassitude envers la guerre ont affaibli le patriotisme extorqué aux masses dans le cadre des «unions sacrées» et sont devenues un terreau explosif. Cette menace a été tout de suite perçue. Lloyd George, par exemple, est particulièrement lucide sur la possibilité que la contagion russe atteigne l'Angleterre. Il explique à ses homologues, notamment Wilson pour les Etats-Unis et Clemenceau pour la France, que pour «former une barrière contre le bolchevisme» il faut une «politique commune», ne transigeant pas avec le fait qu'«une Russie nous suffit».

En 1919, évoquant le spectre d'un «soviet à Londres», il écrit dans un mémoire confidentiel: «L'Europe entière est pleine d'un esprit de révolution. Il existe un profond sentiment non seulement de mécontentement mais de colère et de révolte des travailleurs contre leurs conditions d'avant-guerre. L'ensemble de l'ordre social existant, dans ses aspects politiques, sociaux et économiques, est mis en question par les masses de

la population d'un bout à l'autre de l'Europe». Il affirme même que si l'Allemagne passait aux mains des révolutionnaires, toute l'Europe tomberait dans l'orbite des bolcheviks. L'obsession constante des révolutionnaires russes, la nécessité que la révolution s'étende hors des frontières de Russie, devient ainsi une potentialité très réelle aux yeux de leurs ennemis: le spectre est plus menaçant que jamais.

2/ AGITATION ET VAGUE RÉVOLUTIONNAIRES EN EUROPE

«Ou bien la Révolution russe soulèvera le tourbillon de la lutte en Occident, ou bien les capitalistes de tous les pays étoufferont notre révolution» (Léon Trotsky au 2^e Congrès pan-russe des soviets, 26 octobre 1917, cité dans son *Histoire de la révolution russe*, chapitre 48, «Le congrès de la dictature soviétique»).

Dès le printemps 1917, l'Angleterre connaît un important mouvement de grève. Fin 1918, les monarchies allemande et austro-hongroise tombent. Alors que la première révolution allemande vient de se produire, en mars 1919 une république soviétique est proclamée en Hongrie. Outre-Atlantique, les Etats-Unis font face à la fin de cette année à des grèves tendues dans les chemins de fer, les mines, la métallurgie. La France connaît au cours de 1920 son plus haut degré de conflictualité sociale et politique, tandis que l'Italie est marquée par un vaste et profond mouvement de grèves et d'occupations d'usines. La même année se déclenche en Tchécoslovaquie, en décembre, une grève générale. Début 1921, nouveau soulèvement ouvrier en Allemagne, alors qu'en Angleterre les mineurs entament leur grève historique...

Ces vagues de grèves excèdent largement les questions économiques et syndicales (temps de travail, salaires). Le fleurissement de conseils ouvriers, inspirés des soviets russes, en Hongrie, en Italie, en Allemagne montre que c'est bien la question du pouvoir qui est en jeu, et la possibilité d'une extension de la révolution, même si dans d'autres pays les luttes ouvrières sont moins intenses ou moins politiques. Evoquons brièvement seulement ces trois exemples majeurs.

L'Allemagne va vivre, de fin 1918 à 1923, une séquence politique particulièrement complexe, au sein de laquelle on peut distinguer trois épisodes révolutionnaires successifs.

L'empereur Guillaume II est renversé par la révolution allemande en 1918. La République est proclamée le 9 novembre et l'armistice si-



gné le 11 novembre. Mais la révolution spartakiste qui s'ensuit, avec ses conseils d'ouvriers et de soldats qui occupent les usines et les sièges des journaux, en Bavière tout particulièrement, est réprimée dans le sang. La République de Weimar est proclamée à l'été 1919 à l'ombre des assassinats de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht par les corps francs diligentés par la social-démocratie allemande. Si l'on se remémore le mot de Lloyd George, on mesure mieux l'écrasante responsabilité des réformistes dans l'échec de la révolution européenne.



En 1920, le front unique rassemblant syndicats et partis de gauche et une grève générale de quatre jours, assortis de mobilisations massives dans tout le pays et notamment dans la Ruhr, font échouer le putsch de Kapp et entraînent une nouvelle poussée des masses, qui fait ressurgir le spectre. Mais le processus ne se concrétise pas.

Enfin, en 1923, l'«Octobre allemand», c'est-à-dire le projet d'insurrection et de prise de pouvoir dirigé par le KPD (Parti communiste d'Allemagne), échoue en raison des atter-

moissements de la direction du parti, qui finit par annuler au dernier moment l'offensive. Celle-ci n'est déclenchée qu'à Hambourg, où la décision n'est pas parvenue à temps aux dirigeants locaux. Les sinuosités et erreurs du KPD sont au cœur des débats de l'Internationale communiste, créée en 1919, à partir de son 3^e congrès tenu en 1921.

En Hongrie, de mars à août 1919, socialistes et communistes instaurent pendant 133 jours une véritable république des conseils, directement inspirée de la Russie et de la première révolution allemande. Voulant exporter le processus à l'Autriche, ils manquent cependant de l'aide nécessaire de la Russie, qui est aux prises avec la guerre civile. Le gouvernement communiste dirigé par Bela Kun se retrouve isolé face aux pays limitrophes, notamment la Roumanie et la Serbie soutenues par la France et alliées aux nationalistes hongrois. Le nouveau régime tombe. Les impérialistes n'auront pas eu exactement la même ligne face à lui : Wilson et George, notamment, sont dans la forme plus modérés que Clemenceau, pour qui la guerre doit être totale contre les «complices de Lénine». Mais c'est bien cette ligne-là qui prévaut. Les deux «années rouges», le «Biennio Rosso» italien, qui fut le moment où Bordiga et Gramsci émergèrent comme deux figures majeures du mouvement révolutionnaire italien, sont en 1919 et 1920 le troisième moment crucial de la vague européenne. Grandes manifestations ouvrières, occupations d'usine, avant tout dans le nord, mais aussi mouvements paysans

avec occupations des terres notamment dans la plaine du Pô, partis initialement d'une révolte contre la faim, dessinent la possibilité d'une prise du pouvoir en Italie. Une grève générale internationale lancée les 20-21 juillet 1919, en soutien aux prolétaires russes et hongrois, incarne la signification et les liens internationaux du processus. Les grandes villes ouvrières comme Milan ou Turin se couvrent en août de plusieurs centaines d'usines occupées, certaines passant sous relance ouvrière de la production, assorties de milices ouvrières.

Mais les grandes faiblesses stratégiques et l'attentisme du parti socialiste italien contribuent largement à l'essoufflement du processus, qui se referme courant 1920 avec l'évacuation des usines. La violence des affrontements et le spectre révolutionnaire persistant jouent un rôle majeur dans le renforcement des fascistes, qui arrivent au pouvoir peu après. De même, malgré le décalage dans le temps, qu'en Allemagne où Hitler accède au pouvoir en janvier 1933 (après l'échec de sa première tentative de putsch en 1923), en combinaison avec les effets du krach de 1929 et la dramatique politique de «troisième période» du KPD, impulsée par Staline contre les «sociaux-fascistes».

Sans parler des autres pays, la France en particulier, les années 1930 en Europe ne sont compréhensibles qu'à l'aune des effets indirects de l'échec de cette vague révolutionnaire, consommée en 1923-1924. C'est l'heure du «reflux» de la poussée ouvrière et d'une restabilisation partielle du capitalisme, sur lesquels Trotsky reviendra en détail dans *L'Internationale communiste après Lénine*, contre la lecture «catastrophiste» erronée qui continue d'y prédominer à partir de 1924. La décomposition progressive des petites-bourgeoisies sous l'effet de la crise, les politiques menées consciemment par les grandes bourgeoisies, notamment afin de coopter les appareils réformistes, la politique du stalinisme qui désarme les prolétariats transformeront l'échec de cette vague révolutionnaire en une régression historique aux conséquences démultipliées.

3/ 1917 ET LA MARCHÉ EN AVANT DE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

«Pour le prolétariat international, la lutte contre l'impérialisme est en même temps la lutte pour le pouvoir politique dans l'Etat, l'épreuve de force décisive entre socialisme et capitalisme. Le but final du socialisme ne sera atteint par le prolétariat international que s'il fait front sur toute la ligne à l'impérialisme et s'il fait du mot d'ordre "guerre à la guerre" la règle de conduite de sa pratique politique, en y mettant toute son énergie et tout son courage (...) Dans ce but, la tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à rassembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante et à créer une puissante organisation internationale possédant une seule conception d'ensemble de ses intérêts et de ses tâches, et une tactique et une capacité d'action politique unifiées, de manière à faire du prolétariat le facteur décisif de la vie politique, rôle auquel l'histoire le destine» (Rosa Luxembourg, «La crise de la social-démo-

cratie», «Thèses sur les tâches de la social-démocratie», 1915).

Dans le dernier tiers du 19^e siècle, le mouvement ouvrier russe s'était forgé, après les premières générations des «populistes», grâce à une première appropriation du marxisme, avec les traductions du *Capital* et du *Manifeste* effectuées par Plékhanov. La social-démocratie allemande représente alors un modèle, et Kautsky sera longtemps la principale référence de Lénine. La genèse et le développement du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) sont marqués par le souci d'ancrer le marxisme dans la situation nationale spécifiquement russe, sans jamais sacrifier à ce but l'internationalisme prolétarien.

A l'été 1914, le ralliement de la Deuxième Internationale aux politiques d'union sacrée (et au vote des crédits de guerre) des différentes bourgeoisies nationales mène Lénine, Rosa Luxemburg, Trotsky et d'autres, lors des conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916, à déclarer que celle-ci a fait faillite. Ils mettent alors en avant la nécessité d'un nouvel internationalisme révolutionnaire contre la boucherie nationaliste (Lénine défendant le «*défaitisme révolutionnaire*» et la nécessité de «*transformer la guerre impérialiste en guerre civile*»), se donnent comme perspective, aussi minoritaires soient-ils, de travailler à une nouvelle union de la classe ouvrière contre la guerre par-delà les frontières. Pendant et après la révolution de 1917, leur volonté d'œuvrer à l'extension de cette dernière au reste du monde, en commençant par les «maillons forts» du capitalisme mondial que représentaient alors les pays d'Europe occidentale, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, est l'une de leurs obsessions majeures.

L'«*Appel aux peuples du monde entier*» du soviétique de Petrograd (14 mars 1917) avait déjà exprimé la large conscience de l'enjeu mondial de la guerre, avec sa revendication d'une paix «*sans annexions, ni indemnités et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes*». Dans ses «Thèses» d'avril 1917, Lénine va plus loin et estime qu'il est déjà temps de «*rénover l'Internationale*», de «*prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le "centre"*», dans les conditions concrètes de la toute nouvelle situation. La reconstruction de l'Internationale devient concrètement à l'ordre du jour.

La Russie étant le «*maillon faible*» de l'im-

périalisme, il s'agit maintenant qu'elle serve de façon organisée, stratégiquement planifiée, de point de départ de la révolution mondiale : qu'elle devienne le maillon fort des prolétariats d'Europe. Simultanément, les dirigeants bolcheviques sont conscients que l'action de ces derniers sera indispensable afin de pérenniser les premiers acquis russes. Cela conduit à la création, en mars 1919, de la Troisième Internationale. La formation de partis communistes prêts à jouer leur rôle d'organisation et de direction est pour cela cruciale. D'où, lors du 2^e congrès de 1920, les «21 conditions» visant à cadrer l'adhésion des partis existants à l'Internationale communiste.

Ces exigences conduisent à de nombreuses scissions, par exemple en Italie ou en France avec la fondation de la SFIC («section française de l'internationale communiste», rupture majoritaire de la SFIO lors du congrès de Tours de cette même année), et induisent de ce fait nombre de recompositions politiques, mais aussi syndicales, dans différents pays. La nouvelle internationale poursuit son adresse aux peuples, en organisant notamment le «congrès des peuples d'Orient» à Bakou en 1920.

Mais la vague révolutionnaire en Europe retombe définitivement en 1924. En Russie, l'isolement et les stigmates de la guerre civile fournissent le terreau sur lequel la contre-révolution bureaucratique prospère, avec en particulier son incroyable justification doctrinale, le «socialisme dans un seul pays», au son duquel le drame stalinien scandera ses terreurs.

4/ REPRENDRE AUJOURD'HUI CES DÉBATS

A l'heure où le centenaire de 1917 a réactivé le matraquage dans la presse bourgeoise des mythes tenaces sur le «coup d'Etat» de 1917, le «totalitarisme» de Lénine, le «fanatisme» des bolcheviks, la déconstruction de ces mythes autant que les débats sur la nature et l'histoire du stalinisme montrent toute leur importance. La réflexion sur la signification, les résonances et l'impact au plan international de 1917 sont un axe particulièrement important pour réaborder les questions d'orientation et de stratégie dans le cadre de l'impérialisme convulsif qui a réactivé, ces dernières années, la grande contradiction entre la structure internationale du capital et le système des États-nations.

De ce point de vue, les débats sur les conditions de la révolution en «Occident», le front unique et le gouvernement ouvrier, ouverts lors des 3^e et 4^e congrès de l'Inter-

nationale communiste et qui s'étaient poursuivis ensuite, notamment chez Trotsky et Gramsci, sont à relancer à l'aune de cette intrication de l'international et du national.² Corrélativement, l'étude des formes contemporaines du «développement inégal et combiné» (sur lequel Trotsky avait fondé la théorie de la révolution permanente), des structures économiques, des formations sociales et des États doit également revenir au centre de nos études.³

Il ne nous appartient pas seulement de contribuer à hâter la liquidation de la croyance selon laquelle un autre monde ne serait pas possible et le spectre de la révolution ne pourrait pas revenir hanter les nuits des bourgeoisies d'aujourd'hui et de demain. Affronter l'impérialisme contemporain, comme les formes nationales de la domination bourgeoise et de la réaction, exige de repenser un programme et une stratégie de combat au niveau international. L'internationalisme à venir ne saurait être seulement celui d'une «solidarité» par-delà les frontières, bien que celle-ci soit vitale, mais aussi celui de la reconstruction d'un véritable «parti mondial de la révolution». Si nous ne voulons pas qu'il reste de l'ordre du témoignage, notre centenaire de 1917 doit servir de nouveau point de départ en ce sens. □

1 Cité par Pierre Broué dans son «*Histoire de l'internationale communiste*», 1919-1943 (Paris, Fayard, 1997, p. 97). Voir aussi Ernest Mandel, «*Octobre 1917: Coup d'Etat ou révolution sociale? La légitimité de la révolution russe*», chapitre 2 «*L'enjeu international*», Cahiers d'Etudes et de Recherches n°17/18, 1992.

2 Enormément de travaux ont été consacrés à Gramsci et son analyse, dans les «*Cahiers de prison*», de l'«*Etat intégral*» dans les pays à tradition démocratique et parlementaire, et face au fascisme et au bonapartisme; à Poulantzas également, et nombre de théories contemporaines de l'Etat capitaliste, en particuliers concernant les tournants autoritaires dans les pays «*démocratiques*». Mais bien peu sont revenus sur ceux de Trotsky, incroyablement caricaturé sur ce plan, sur les États d'«*Occident*», alors que l'existence même de ses ouvrages sur l'Allemagne, la France, l'Angleterre ou encore l'Espagne, suffit à imaginer qu'il s'est penché dessus en profondeur. Corrélativement, bien peu ont abordé les convergences, par-delà les divergences stratégiques sur la question de «*l'hégémonie*», qui existent sur ce point entre lui (qui était donc loin, comme Lénine d'ailleurs, de croire que le «*modèle*» de 1917 pouvait se transplanter mécaniquement dans les pays capitalistes avancés de tradition démocratique et parlementaire) et Gramsci. Pour un regard renouvelé sur leurs rapports, voir Juan Dal Maso, «*El marxismo de Gramsci. Notas de lectura sobre los Cuadernos de la cárcel*», CEIP, 2016; revoir également Antoine Artous et Daniel Bensaïd, «*A l'Ouest, questions de stratégie*», Critique communiste n° 65, 1987.

3 Sur cette actualité de la théorie du développement inégal et combiné, voir Neil Davidson, «*We Cannot Escape History. States and Revolutions*», Haymarket Books, 2015; ainsi que les débats croisés entre David Harvey et Ellen Meiksins Wood sur l'impérialisme et le «*nouvel ordre impérial*» à l'ère néolibérale, les transformations des États-nations et le rapport entre les structures économiques et les formes politiques; et sur ce dernier point, Daniel Bensaïd, «*Eloge de la politique profane*», Paris, Albin Michel, 2008, chapitre 6 «*Nouveaux espaces*».

Les femmes dans la révolution

PAR RÉGINE VINON

La révolution russe a, comme toutes les révolutions, fait trembler la société sur ses bases. Les relations sociales en ont été bouleversées : rapports entre les classes, bien entendu, mais aussi entre hommes et femmes. Ces dernières ont été, comme souvent dans les grands moments de l'histoire, des actrices de premier plan. Elles sont cependant rarement mentionnées, car l'histoire est encore trop souvent celle des « grands hommes »...

Les femmes ont joué un rôle à toutes les étapes de la lutte contre le tsarisme : alphabétisation des campagnes par de jeunes bourgeoises affligées de la situation des paysans, poseuses de bombes quand l'époque fut au nihilisme, militantes socialistes et communistes. Et elles furent nombreuses à participer pleinement à l'immense courant qui en 1917 emporta sur son passage le tsar et son régime. Des personnages comme Alexandra Kollontaï, première femme ministre au monde, Inessa Armand ou Larissa Reisner sont les plus connues de ces combattantes, mais nullement des exceptions. Derrière elles, il y en eut des milliers d'autres. «*Le succès d'une révolution dépend du niveau de participation des femmes*», disait Lénine. Ce fut le cas pour la Russie, où la révolution mit tout en oeuvre pour changer leur vie en mettant en place la législation la plus avancée de tout le monde occidental de l'époque. Des avancées comme le droit à l'avortement ne seront obtenues en France que... 58 ans après la révolution russe!

LA SITUATION DES FEMMES AU DÉBUT DU 20^E SIÈCLE

Si la situation des ouvriers et des paysans était terrible dans le pays, les femmes russes subissaient en outre de plein fouet le poids d'une société rurale patriarcale, régie pendant des siècles par le servage, aboli seulement en 1861. L'Eglise orthodoxe, très influente, les considérait comme des êtres inférieurs. L'illettrisme touchait les deux tiers d'entre elles et leur sort à l'intérieur de la famille même était détestable : il était tout à fait admis et recommandé de battre les femmes, la loi l'autorisant explicitement. Symbole qui en dit long, la tradition voulait que le père remette le fouet à son gendre le jour

du mariage.

Dans les usines, qui voient affluer le personnel féminin au début du 20^e siècle, le sort des femmes est particulièrement lamentable : «*celle qui était enceinte ne peut quitter son travail que lorsqu'elle ressent les premières contractions et doit le reprendre dès le lendemain de l'accouchement, sous peine de se voir infliger une amende ou d'être licenciée.*»¹ Il n'existe bien sûr pas de congé maternité et chaque année, 30 000 d'entre elles meurent en couches, sans assistance médicale. En 1894, suite à des grèves, le gouvernement tsariste avait promis d'assurer la présence d'une sage-femme dans toutes les entreprises de plus de cent femmes, ainsi qu'un lieu pour accoucher

dans l'usine, mais comme beaucoup d'autres cette loi fut contournée par les patrons. Les femmes sont en moyenne payées 50% de moins que les hommes, elles travaillent de 11 à 12 heures par jour, souvent beaucoup plus. Les travailleuses participeront de plus en plus aux combats syndicaux et politiques : lors des grèves économiques de 1894-96 à Saint-Petersbourg et lors de la grève historique du textile en 1896, ouvrières et ouvriers débrayèrent ensemble à l'unanimité. Une semaine de grève contraignit le gouvernement à limiter à 11h30 la durée de la journée de travail.

Les femmes se sont d'abord illustrées, au milieu du 19^e siècle, dans les couches su-



périeures de la société. Le livre de Jean-Jacques Marie, *Les Femmes dans la révolution russe*, dresse le portrait de jeunes filles révoltées par les énormes inégalités des conditions de vie, étouffant dans le carcan du patriarcat, et quittant le confort de leur vie oisive pour se consacrer d'une façon ou d'une autre, à changer, ou du moins à améliorer la société. Certaines vont aller dans les campagnes tenter d'alphabétiser les paysans, d'autres vont devenir poseuses de bombes, telles Vera Figner, qui abattit le tsar Alexandre II en 1881 et passa 20 ans au bagne, ou Sofia Perovskaïa, qui organisa cet attentat et fut la première femme russe pendue pour raison politique. Ou encore Véra Zassoulitch, qui tira sur le préfet de Pétersbourg en 1878. L'engagement des femmes dans la lutte politique et sociale s'affirma cependant à partir de la révolution de 1905.

1905, LE TOURNANT

Le 9 janvier, appelé aussi Dimanche rouge, l'armée tire sur une immense foule de manifestants pacifiques, dont de nombreuses femmes et enfants, venus remettre une supplique au souverain. La manifestation, avec des allures de procession, demandait respectueusement au tsar de faire réintégrer des militants ouvriers licenciés pour faits de grève, ainsi que de meilleures conditions de tra-

vail, la cession de la terre aux paysans et la suppression de la censure. Les tirs laissèrent sur le pavé des milliers de morts et blessés. Cette répression aveugle fit beaucoup pour la prise de conscience du plus grand nombre, et marqua le début de la révolution d'octobre 1905, à laquelle les femmes participèrent massivement.

C'est au cours des années suivantes que s'opéra une différenciation entre féministes bourgeoises et ouvrières. Les femmes, quelle que soit leur condition sociale, n'avaient aucun droit, et celles des milieux cultivés et privilégiés entendaient que ça change. Leurs revendications trouvaient un écho dans toutes les couches de la population féminine. C'est pourquoi les sociaux-démocrates, mencheviks comme bolcheviks, militèrent activement pour orienter une partie du travail de propagande socialiste en direction des femmes. Il faut dire qu'il y avait du retard à rattraper, car le problème de la différence des droits entre femmes et hommes avait été longtemps négligé au sein des organisations du mouvement ouvrier, très masculin et voyant même au départ d'un très mauvais œil l'arrivée en masse d'ouvrières dans les usines – un phénomène que l'on retrouve partout dans le monde. En 1907 naquit l'Association d'assistance mutuelle des travailleuses, chargée de convaincre celles-ci d'adhérer aux partis et syndicats ouvriers. Elle participa à la conférence internationale des femmes socialistes de Stuttgart, théâtre d'une confrontation ouverte entre les différentes positions et méthodes politiques. Clara Zetkin², figure allemande du féminisme marxiste, fit adopter une résolution affirmant que les partis socialistes de la Deuxième Internationale avaient le devoir de lutter pour le droit de vote des femmes, en précisant que le droit de vote n'était pas un but en soi, mais qu'il s'agissait d'un moyen de renforcer, grâce à la présence du prolétariat féminin, la lutte contre la domination de classe et contre la propriété privée.

Sous la pression de Lénine est créée une publication spéciale pour les femmes prolétaires : *La travailleuse (Rabotnitsa)*, dont le premier numéro sort en 1914. La guerre envoyant de nombreux hommes combattre au front, leurs postes sont occupés massivement par des femmes et des enfants. Une nouvelle couche de travailleuses accède à la prise de conscience que suscite l'exploitation capitaliste. C'est d'ailleurs une manifestation de femmes qui déclenche la fin du tsarisme.

LA RÉVOLUTION ET SES CONQUÊTES

Au début de 1917, la situation était devenue insupportable du fait de la guerre : les réserves de vivres s'amenuisant, les femmes étaient contraintes de piétiner des heures durant avant d'aller au travail pour obtenir une maigre nourriture. La police elle-même décrivait une situation explosive. C'est dans ce contexte qu'eut lieu la journée internationale des femmes, le 23 février (8 mars dans notre calendrier) 1917. Une grève spontanée d'ouvrières du textile d'un quartier de Saint-Petersbourg entraîne les métallos d'usines voisines. Les partis révolutionnaires, au début réticents car persuadés que les grévistes allaient au massacre, sont contraints de suivre le mouvement qui s'étend de jour en jour. En quelques jours de manifestations, le régime tsariste s'effondre.

Puis, ce fut la révolution d'octobre qui amena les bolcheviks au pouvoir. Ceux-ci pouvaient dès lors mettre en pratique leur politique d'émancipation des femmes.

La révolution russe va réaliser en très peu de temps les revendications défendues par les féministes partout dans le monde. Les décrets concernant les femmes se bousculent dès le début de la prise du pouvoir par les bolcheviks : le mariage religieux est aboli à la fin de l'année 1917 et le mariage devient une simple formalité civile. Tous les enfants obtiennent les mêmes droits, qu'ils soient « légitimes » ou non. Le divorce se fait sous consentement mutuel. La non-ingérence de l'Etat et de la société dans les relations sexuelles entre individus est proclamée, sauf en cas de violences. Par conséquent, l'adultère et l'homosexualité ne sont plus considérés comme des délits.

L'autorité du chef de famille disparaît du Code civil. Alexandra Kollontai³ le justifie ainsi : « il n'y a pas de morale dans la nature. Les relations sexuelles ne doivent pas être honteuses, ni un péché. Il s'agit d'une manifestation naturelle, comme manger et boire ».

Le pouvoir prévoit un réseau de crèches et de jardins d'enfants. En janvier 1918 est officiellement créé le « Département pour la protection de la maternité et de l'enfance ». Cet organisme est chargé de garantir l'assistance aux femmes enceintes et aux jeunes mères, et de veiller au respect de la législation. Celle-ci prévoit notamment un congé maternité de 16 semaines, la dispense des travaux trop pénibles, l'interdiction des mutations géo-

Le 23 février 1917 à Pétrograd (Saint-Petersbourg), 8 mars dans le calendrier occidental, les ouvrières manifestent à l'occasion de la journée internationale des femmes... et donnent le coup d'envoi de la révolution. DR.



graphiques et des licenciements de femmes enceintes, l'interdiction du travail de nuit pour les femmes enceintes ou ayant récemment accouché, l'accès à des cliniques appropriées à la maternité, à des cabinets de consultation et à des crèches. Alexandra Kollontaï est nommée commissaire à la Protection sociale au sein du conseil des commissaires du peuple. Elle fait publier plusieurs décrets ouvrant des droits nouveaux pour les femmes : réglementation de la durée du travail, en particulier pour les femmes et les jeunes de moins de 16 ans, qui ne doivent pas travailler la nuit. Un décret de juin 1918 instaure deux semaines de congés payés, que la classe ouvrière française n'obtint qu'en 1936!

Le nouveau code de la famille adopté en 1918 balaie des siècles de pouvoir patriarcal et ecclésiastique pour établir une nouvelle doctrine fondée sur les droits individuels et l'égalité entre les sexes. Les femmes enceintes devaient indiquer le moment de la conception, le nom et l'adresse du père et si à ce moment là, elles avaient eu des rapports sexuels avec plusieurs hommes, la loi imposait à tous le devoir de subvenir aux besoins de l'enfant. Le droit d'héritage est supprimé. Le pouvoir ouvrier légalise, fin 1920, l'avortement et le rend libre et gratuit. Vis-à-vis des populations musulmanes de Russie, le congrès qui leur est consacré décide l'abolition de la polygamie, l'interdiction du mariage des petites filles et la fin de l'obligation de porter le voile.

LA CONCEPTION DE LA FAMILLE

Toutes ces dispositions pour consacrer l'égalité juridique des femmes et des hommes, étaient sous-tendues par une conception globale de la famille. La conception dominante était que la famille tendrait à disparaître, au même titre que l'Etat, dans une société sans classes, débarrassée de l'exploitation. Les bolcheviks avaient là la possibilité de mettre en pratique leurs idées. Depuis fort longtemps, militants et militantes du mouvement ouvrier avaient réfléchi à la situation de la famille et de la femme. Marx, Engels et Bebel ont beaucoup écrit sur la famille bourgeoise et prolétaire, et tous ces penseurs liaient l'émancipation des femmes aux luttes du prolétariat. Quelqu'un comme Alexandra Kollontaï, une dirigeante bolchevique, a toujours formulé comme objectif d'associer l'éman-

ciation des femmes ouvrières au combat de l'ensemble de leur classe sociale pour le renversement du capitalisme.

Les communistes savaient que l'oppression des femmes est une conséquence de la division de la société en classes sociales, et que la fin de cette oppression ne peut se décréter. Pour qu'elle cesse, il faut donner aux femmes les moyens de leur émancipation, en étant capables de socialiser les tâches ménagères. Lénine pointait « *le travail le plus improductif et ardu que la femme effectuait* » dans la petite unité économique de la famille. Il fallait, disait Kollontaï, que « *les cuisines particulières soient remplacées par des cuisines collectives, que la couture, la blanchisserie et le nettoyage deviennent, à l'instar de la mine ou de la métallurgie, des branches de l'économie.* » Et elle ajoutait : « *la famille est inutile et même nuisible du point de vue de l'économie* ».

Marx et Engels avaient déjà, bien avant, décrit la famille comme une forme sociale mouvante correspondant à un mode donné de production. Le système capitaliste, disaient-ils, fait peser presque toute la charge financière de l'éducation des en-

dance qui héritera de la richesse familiale, tandis que la fonction des femmes de la classe travailleuse est de maintenir les générations de travailleurs d'aujourd'hui et de demain au sein de leur propre famille, autrement dit la reproduction de la force de travail pour le système capitaliste.

Contrairement aux féministes voulant partager le travail domestique au sein de la famille, les bolcheviks voulaient le sortir de ce cadre pour le faire passer dans la sphère publique, y compris l'éducation des enfants. Lorsque tout cela serait accompli, la famille deviendrait inutile et déperirait, comme l'Etat. L'amour serait alors délivré du carcan familial, et l'union entre deux personnes se ferait librement. Au congrès des femmes ouvrières et paysannes de 1918, Inès Armand, militante d'origine française ayant rejoint les bolcheviks, pose ainsi le problème, dans un exposé sur la libération des femmes de l'esclavage domestique : « *sous le capitalisme, la femme travailleuse devait supporter le double fardeau du travail à l'usine et du travail ménager à la maison. Non seulement elle devait filer et tisser pour le patron de l'usine, mais elle devait encore laver, coudre*



Au premier rang d'un détachement de gardes rouges. DR.

fants et du maintien du foyer sur les épaules des unités familiales de travailleurs, qui dépendent essentiellement des salaires pour leur survie, au lieu que cette dépense sociale soit assumée par le gouvernement ou par la classe capitaliste. L'apparition de la famille prolétaire a également commencé à différencier clairement le caractère de l'oppression dont souffrent les femmes des différentes classes ; le rôle des femmes des classes dominantes est de reproduire la descen-

et cuisiner pour sa famille... Mais aujourd'hui, c'est différent. Le système bourgeois est en train de disparaître. Nous approchons d'une période de construction du socialisme. Pour remplacer des milliers et des millions de petites unités économiques individuelles, de cuisines rudimentaires, malsaines et mal équipées, et l'incommode baquet à lessive, il nous faut créer des structures collectives exemplaires, des cuisines collectives, des cantines collectives et des laveries collectives. » Elle spécifie que sous le socialisme,

les équipements collectifs «seront pris en charge, non par les femmes travailleuses dont on utiliserait les compétences ménagères, mais par des gens employés spécialement pour ces tâches précises.»

Peu de temps après, elle écrit à propos du congrès et de ses débats : «si des questions telles que la protection de la maternité et de l'enfance ont été mises en avant au congrès, ce n'est pas parce que les femmes travailleuses ne s'intéressent qu'à ces problèmes et pas à d'autres. Jusqu'à ce que nous soyons débarrassés des formes anciennes de la famille, de la vie domestique et de l'éducation des enfants, il est impossible de créer l'individu nouveau, il est impossible de construire le socialisme.»

Les bolcheviks considéraient, selon une formule que Trotsky emploiera plus tard, que «l'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la misère socialisée»³.

FAIRE PARTICIPER LES FEMMES

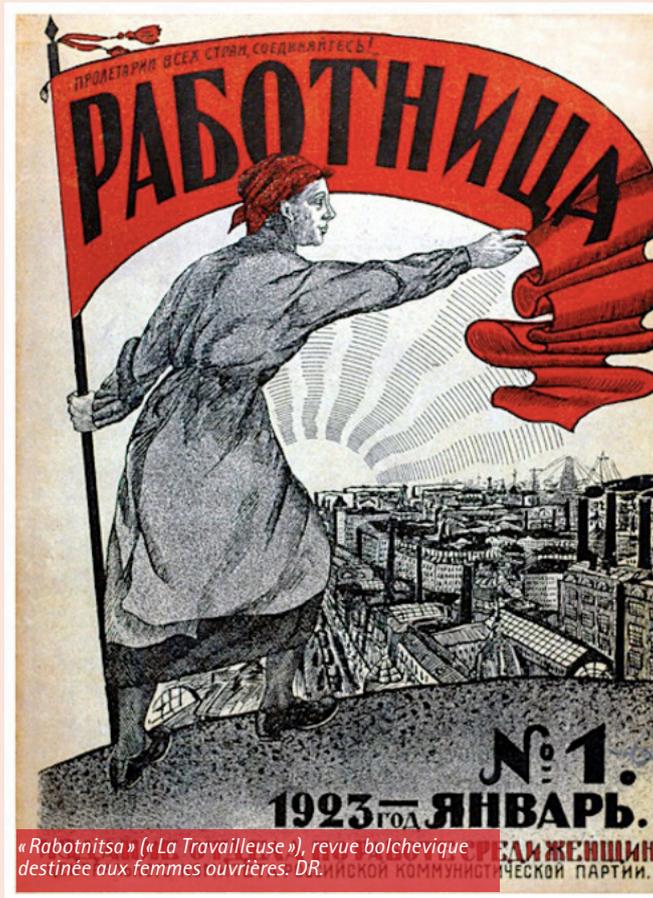
Ils sont bien conscients qu'au-delà des lois, il faut un changement radical de la place des femmes dans la société, notamment en leur donnant la possibilité de participer à la création des richesses. Comme l'affirme Alexandra Kollontaï en 1921 : «l'acte révolutionnaire le plus important est l'introduction du travail obligatoire pour les hommes et les femmes adultes. Cette loi a apporté un changement sans précédent dans la vie de la femme. Elle a modifié le rôle de la femme dans la société, l'Etat et la famille, de façon bien plus importante que tous les autres décrets depuis la révolution d'Octobre et qui accordaient à la femme l'égalité politique et civique» Le parti se donne pour but de faire entrer les femmes ouvrières, paysannes, ménagères ou employées dans toutes les organisations liées aux soviets. Il faut que des femmes soient élues à tous les niveaux. Il demande à des militantes d'aller faire de la propagande parmi les femmes en se faisant embaucher comme ouvrières pour tenter de changer les habitudes.

Selon la célèbre phrase de Lénine, «chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'Etat», le but est d'associer les femmes à tous les échelons des prises de décisions. Lénine écrit, dans un article de la Pravda de 1920 : «les ouvrières doivent prendre une plus grande part aux élections (...) Nous entendons que l'ouvrière conquière non seule-

ment devant la loi, mais encore dans la vie, l'égalité avec l'ouvrier. Il faut, à cette fin, que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'Etat (...) Elisez donc plus d'ouvrières communistes ou sans parti au Soviet». Et il concluait : «le prolétariat ne parviendra pas à s'émanciper complètement sans avoir reconnu aux femmes une liberté complète.»

REPRISE EN MAINS STALINIENNE

La dégénérescence de l'URSS et l'installation de la bureaucratie revint sur de nombreux acquis de la révolution, en particulier ceux qui concernaient les femmes. En 1936, l'année où commencent les procès de Moscou, la dictature stalinienne interdit l'avortement. Elle décrète aussi l'augmentation des frais de divorce. Il faut «protéger la nouvelle famille soviétique» et lutter contre ce que les bureaucrates appellent «une attitude légère et négligente envers le mariage».



«Robotnitsa» («La Travaillleuse»), revue bolchevique destinée aux femmes ouvrières. DR. РАБОТНИЦА (РАБОТНИЦЫ) КОМУНИСТИЧЕСКОЙ ПАРТИИ.

Cette dégénérescence stalinienne a des conséquences sur tous les partis de l'Internationale communiste. Non seulement ils deviennent de simples exécutants de la politique contre-révolutionnaire dictée par la diplomatie stalinienne, mais ils reprennent également à leur compte les idées réactionnaires sur les femmes, invi-

tées à procréer et à s'occuper de leur foyer. En France, le Parti communiste abandonne toutes les luttes qui auraient pu faire de lui un parti révolutionnaire, entre autres, la lutte des femmes pour leur émancipation. Pourtant, à sa création, le PCF s'opposait à la loi de 1920, qui condamnait les avorteuses et celles qui avortaient comme des criminelles. Dans ces années-là, le Parti communiste lié à la révolution russe n'avait pas peur de défendre la contraception, le droit à l'avortement et la possibilité pour les femmes de se faire élire. C'est ainsi qu'en 1924, une militante ouvrière, Joséphine Pencalet, était élue sur une liste communiste au conseil municipal de Douarnenez, dans le Finistère. Et cela, alors que les femmes n'avaient ni le droit de vote ni celui d'être élues.

Dans un chapitre de son ouvrage *La Révolution trahie*, intitulé «Thermidor au foyer», Trotsky explique pourquoi l'émancipation des femmes n'a pas eu lieu : «à la famille, considérée comme une

petite entreprise fermée, devait se substituer, dans l'esprit des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux : maternités, crèches, jardins d'enfants, restaurants, blanchisseries, dispensaires, hôpitaux, sanatoriums, organisations sportives, cinémas, théâtres, etc. L'absorption complète des fonctions économiques de la famille par la société socialiste, liant toute une génération par la solidarité et l'assistance mutuelle, devait apporter à la femme, et dès lors au couple, une véritable émancipation du joug séculaire. Tant que cette oeuvre n'aura pas été accomplie, quarante millions de familles soviétiques demeureront, dans leur grande majorité, en proie aux mœurs médiévales, à l'asservissement et à l'hystérie de la femme, aux humiliations quotidiennes de l'enfant, aux superstitions de l'une et de l'autre. A ce sujet, aucune illusion n'est permise. Et c'est précisément pourquoi les modifications successives du statut de la famille en URSS sont celles qui caractérisent le mieux la nature véritable de la société soviétique et l'évolution de ses couches dirigeantes.» □

1 Jean-Jacques Marie, «Les Femmes dans la révolution russe», Seuil, 2017.

2 Clara Zetkin est à l'origine, avec Alexandra Kollontaï, de la Journée internationale des femmes. La première eut lieu le 19 mars 1911.

3 «La Révolution trahie», 1936.

La révolution d'Octobre et la question nationale

PAR LEMMY K.

Alors que l'empire russe avait porté l'oppression nationale à un paroxysme, le pouvoir soviétique, au cours de ses premières années d'existence, a fait plus pour la liberté et l'autodétermination des peuples que tout autre gouvernement dans le monde à n'importe quelle période historique.

L'empire russe, qui a pour origine la principauté de Moscou au 13^e siècle sous la domination mongole, s'est progressivement agrandi pour devenir en 1914 le pays le plus grand et le plus peuplé du monde (exceptés les empires coloniaux) : 22,8 millions de km² et 175 millions d'habitants.

Le «rassemblement des terres russes» est réalisé au début du 16^e siècle, la Sibérie est conquise au 17^e, le littoral de la mer Baltique est annexé au début du 18^e (avec la fondation de Saint-Petersbourg), la plus grande partie de la Pologne avec ses dépendances lituanienne, biélorusse et ukrainienne ainsi que le littoral de la mer Noire à la fin du 18^e, le Caucase et la Finlande au début du 19^e, le Turkestan russe (en Asie centrale) et l'extrême orient (avec la fondation de Vladivostok) au milieu du 19^e, etc. Ses frontières (hors Pologne et Finlande) correspondent à peu près à celles de l'URSS de 1945.

LA RUSSIE TSARISTE, VASTE «PRISON DES PEUPLES»

L'empire russe compte une centaine de nationalités : Russes (minoritaires : 43% au recensement de 1897), Ukrainiens (18%), Turco-Mongols (12%, Tatars de la Volga ou de Crimée en Europe, Azéris dans le Caucase, Kazakhs et Ouzbeks en Asie Centrale, Bouriates en Sibérie, etc.), Polonais, Finnois (dans le nord de la Russie européenne, Finlandais, Estoniens, Mordves, etc.), Allemands, Juifs, Biélorusses, Lettons, Lituanais, Géorgiens, Arméniens, Iraniens (Tadjiks, etc.), Roumains (en Moldavie actuelle), montagnards du Caucase (Tchéchènes, etc.), Grecs, Bulgares...

Pour Lénine, «la Russie a battu en temps de paix le record mondial de l'oppression des nations sur la base d'un impérialisme grossier, médiéval, économiquement arriéré, militaire et bureaucratique». La Russie tsariste ne reconnaît aucun droit national : la Pologne est ainsi appelée «pays de la Vistule», la

Lituanie «provinces du Nord-Ouest», l'Ukraine «Petite Russie». Elle impose la langue russe comme langue officielle et favorise la religion orthodoxe qui est religion d'Etat. Elle considère l'ukrainien et le biélorusse comme des dialectes russes, elle interdit les langues nationales dans l'administration, la presse, les écoles. Elle déporte des populations et installe des colons, russes ou non russes. Elle réprime les révoltes nationales (les Polonais en 1861-1864, par exemple).

Le régime tsariste est antisémite : «zones de résidence» dans lesquelles sont cantonnés 95% des Juifs de Russie, nombreux clausus dans les établissements scolaires, interdictions professionnelles, sans oublier les nombreux pogroms sinon organisés, du moins encouragés, favorisés par les autorités tsaristes. «Aucune nationalité de Russie n'est aussi opprimée et persécutée que la nation juive» (Lénine).

LA MONTÉE DE LA QUESTION NATIONALE AVANT OCTOBRE 17

La question nationale est souvent liée à la question sociale. Dans les territoires habités par des minorités nationales, les gros propriétaires fonciers sont le plus souvent russes. De nombreux membres de différentes nationalités se joignent aux révoltes paysannes contre le servage.¹

A la fin du 19^e siècle, en réaction au développement capitaliste accéléré et à la politique de russification, se développent de façon inégale des mouvements nationaux, très divers politiquement et socialement, nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois, socialistes de diverses tendances. Notamment chez les Ukrainiens, les Estoniens, les Lettons, les Lituanais, les Géorgiens, les Arméniens (dont la majorité vit sous domination turque), les Azéris (avec une forte dimension pan-turque), les Tatars de la Volga, etc. En Pologne et en Finlande se constitue une bourgeoisie nationale qui aspire à l'indépendance, à la création d'un

Etat-nation. Ces mouvements nationaux participent activement à la révolution de 1905 : en Géorgie ou en Lettonie, des territoires insurgés parviennent même à se libérer pendant plusieurs mois du joug tsariste.

En février 1917, la chute du régime tsariste suscite beaucoup d'espoirs parmi les peuples opprimés de Russie. Le gouvernement provisoire joue la montre, renvoyant la question à la future assemblée constituante, voire s'oppose aux aspirations nationales, comme en Finlande où il dissout la diète à majorité social-démocrate² qui a eu l'audace de proclamer sa souveraineté nationale pour régler la grave crise du ravitaillement. C'est donc à la révolution d'octobre que revient la lourde tâche d'apporter une solution à la question nationale.

LE POSDR³ ET LA QUESTION NATIONALE

Son 2^e congrès en 1903 est connu pour la fameuse division entre mencheviks et bolcheviks, il l'est moins pour la rupture avec des organisations SD nationales, Bund⁴ et SDKPiL⁵, sur la question nationale. Avec le Bund, c'est sur l'aspect organisationnel (le fonctionnement du parti multinational) que cela coïncide. Le Bund, qui avait été reconnu en 1898 comme «organisation autonome, dont la compétence propre se limite aux questions concernant spécialement le prolétariat juif», exige le fédéralisme et le «monopole» de la représentation du prolétariat juif. Avec la SDKPiL, c'est sur l'aspect programmatique (les revendications nationales). La SDKPiL, qui est opposée à l'indépendance de la Pologne, rejette catégoriquement le «droit à l'autodétermination pour toutes les nations incluses dans les limites de l'empire russe», inscrit dans le programme du parti conformément à la position de la Deuxième Internationale⁶.

Le 4^e congrès de 1906 unifie provisoirement le parti, ses fractions russes, menchevique et bolchevique, et ses organisations SD nationales, Bund, SDKPiL et SD lettone. Le

«droit à l'autodétermination» est mainte-
nu dans le programme. Le POSDR adopte
un fonctionnement semi-fédéraliste: orga-
nisation de conférences nationales pour
chaque nationalité, représentation des or-
ganisations nationales dans les instances
du parti, notamment au comité central,
création de groupes spéciaux de littéra-
ture, d'édition, d'agitation dans la langue
de chaque nationalité, etc.

Avec la crise des empires autrichien et turc,
la question nationale explose en Europe.
La polémique fait rage dans la SD euro-
péenne, entre l'aile droite, «social-chau-
vine», contaminée par le nationalisme de
sa propre bourgeoisie (on le verra en 1914!),
les austro-marxistes, Renner et Bauer, qui
prônent «l'autonomie nationale culturelle
extraterritoriale» dans le cadre d'une hy-
pothétique grande Autriche démocratique,

sa propre théorie de la nation, en opposi-
tion avec la théorie «psycho-culturelle» de
Bauer ou en s'appuyant sur la théorie «his-
torico-économique» de Kautsky. Il entend
comme à son habitude «mettre la politique
aux postes de commande» et construire un
programme solide et cohérent sur la ques-
tion nationale. Qu'il résume par «l'unité des
ouvriers de toutes les nationalités, allant de
pair avec l'égalité la plus complète des na-
tionalités et la démocratie la plus conséquente de
l'Etat».

La démocratie la plus conséquente signifie
«une large autonomie régionale et une admi-
nistration autonome locale parfaitement dé-
mocratique». L'unité des ouvriers de toutes
les nationalités ne peut se réaliser que dans
un parti commun régi par le «centralisme
démocratique». L'égalité complète des na-
tionalités implique de lutter contre toute

dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit,
dans l'esprit de la répudiation des privilèges
d'Etat de quelque nation que ce soit».

Etre pour le droit à l'autodétermination,
c'est être contre les annexions, «les an-
ciennes et les nouvelles» («l'annexion est une
violation des droits d'autodétermination d'une
nation, c'est-à-dire l'établissement des fron-
tières d'un Etat contre la volonté de sa popula-
tion») et «pour la libération immédiate et sans
conditions des colonies», «du Turkestan, de
Boukhara, de Khiva, etc.»

Le droit à l'autonomie nationale dans un
Etat fédéral ne va pas jusqu'au bout de
l'égalité complète et réelle entre les na-
tions, seul le droit effectif à la séparation le
garantit. C'est le seul moyen qui rende pos-
sible dans l'immédiat l'action commune
avec les mouvements nationaux pour ren-
verser le tsarisme, sans être à leur re-
morque, et ultérieurement la constitution
d'une fédération librement consentie entre
les nations, qui ne pourra être réalisée que
sous la direction de la classe ouvrière.

Lénine compare avec le divorce: «les réac-
tionnaires sont contre la liberté du divorce (...)
Les démocrates estiment que les réaction-
naires sont des hypocrites, qu'ils défendent en
fait l'omnipotence de la police et de la bureau-
cratie, les privilèges d'un sexe et la pire op-
pression de la femme; ils pensent qu'en fait la
liberté de divorce ne signifie pas la dislocation
des liens de la famille mais au contraire leur
renforcement sur des bases démocratiques,
les seules qui soient possibles et stables dans
une société civilisée (...) De même que, dans la
société bourgeoise, les défenseurs des privi-
lèges et de la vénalité, sur lequel repose le ma-
riage bourgeois, s'élèvent contre la liberté du
divorce, de même dans un Etat capitaliste, nier
la libre détermination des nations, c'est-à-dire
la liberté de se séparer, c'est défendre pure-
ment et simplement les privilèges de la nation
dominante et les méthodes policières de gou-
vernement au détriment des méthodes démo-
cratiques.»

Le droit à l'autodétermination est le point
focal du programme national de Lénine. Il
concentre les divergences avec les autres
courants de la SD européenne qui sont
tous, pour des raisons très différentes,
contre le droit à la séparation. Aux accusa-
tions de concession envers le nationalisme
bourgeois, Lénine répond que reconnaître
le droit à l'indépendance ne veut pas dire
soutenir n'importe quelle revendication in-
dépendantiste: «le droit des nations à l'auto-



Lénine, champion du droit des nations opprimées
à l'autodétermination. DR.

les «internationalistes intransigeants»
comme Rosa Luxemburg qui, au nom de
l'internationalisme prolétarien et de la
lutte contre le nationalisme bourgeois,
sont contre la séparation nationale, le tout
sous l'arbitrage du principal théoricien de
la SD Allemande, Kautsky.

L'APPORT STRATÉGIQUE DÉCISIF DE LÉNINE

Lénine, qui s'en est désintéressé depuis
1903, se replonge dans la question na-
tionale à partir de 1912. Il faut dire qu'elle est
devenue incontournable au sein de la SD de
Russie même. Le bloc d'août, qui s'est
constitué contre la sécession bolchevique⁷,
regroupe, outre les mencheviks, toutes les
organisations SD nationales et adopte, sur
proposition du Bund, le principe de «l'au-
tonomie culturelle».

L'ambition de Lénine n'est pas d'élaborer

oppression nationale, donc contre le na-
tionalisme russe, contre l'imposition de la
langue officielle russe, et aussi pour... le
droit à l'autodétermination des nations, y
compris jusqu'à la séparation, l'indépen-
dance.

Pour Lénine, «la constitution d'un Etat na-
tional autonome ou indépendant reste pour le
moment en Russie le privilège de la seule na-
tion grand-russe. Nous, prolétaires, nous ne
défendons de privilèges d'aucune sorte; nous
ne défendons pas non plus ce privilège-là (...)
L'Ukraine par exemple est-elle appelée à
constituer un Etat indépendant? Cela dépend
de mille facteurs imprévisibles. Et sans nous
perdre en vaines conjectures, nous nous en te-
nons fermement à ce qui est incontestable: le
droit de l'Ukraine à constituer un tel Etat.
Nous respectons ce droit; nous ne soutenons
pas les privilèges du Grand-Russe par rapport
aux Ukrainiens; nous éduquons les masses



détermination ne doit pas être confondu avec la question de savoir s'il est opportun pour telle ou telle nation de se séparer, cette dernière question doit être résolue par le parti SD dans chaque cas particulier d'une manière totalement autonome, du point de vue des intérêts du développement social tout entier et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme». Par contre, nier ce droit à l'autodétermination revient de fait à être complice du nationalisme oppresseur. La polémique sûrement la plus connue est celle avec Rosa Luxembour : « par crainte du nationalisme de la bourgeoisie des nations opprimées, Rosa Luxembour fait en réalité le jeu du nationalisme cent-noir des grandes russes ».

A noter une faiblesse stratégique de Lénine, son combat contre « l'autonomie nationale culturelle extraterritoriale » des austro-marxistes et du Bund, qu'il assimile au « nationalisme le plus raffiné et pour cette raison, le plus pernicieux », alors que cela peut être un élément de solution de la question nationale, pour les peuples sans territoire ou pour les nationalités enchevêtrées inextricablement sur un même territoire. Et d'ailleurs, les bolcheviks au pouvoir l'appliqueront de fait pour la nation juive ou au Daghestan (14 langues officielles).

Les positions de Lénine ne font pas l'unanimité dans le parti bolchevique, qui n'est pas exempt de nationalisme grand-russe (on le verra avec Staline par la suite) et qui compte aussi ses « internationalistes intransigeants » (Boukharine).

LES RÉALISATIONS DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Adopté juste après la révolution d'Octobre, le décret sur les nationalités proclame « l'égalité et la souveraineté de tous les peuples du pays, leur droit à l'autodétermination, y compris la sécession et la formation d'Etats indépendants ». La Russie soviétique reconnaît ainsi l'indépendance de la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, les pays Baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie), les pays du Caucase (Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie), dirigés presque tous par des partis nationalistes bourgeois.

La République socialiste fédérative soviétique de Russie, proclamée le 12 janvier 1918, quelques jours après la dissolution de l'assemblée constituante, est basée sur

« la libre union de nations libres, en tant que fédération de Républiques soviétiques nationales ». Elle laisse la possibilité à chaque citoyen de choisir sa nationalité et octroie à tous les ouvriers et paysans résidant sur le territoire de la Russie soviétique, quelle que soit leur nationalité, les mêmes droits politiques que les citoyens russes.

La Russie soviétique, sous l'égide du Narodnats⁸, crée une trentaine d'entités nationales autonomes. Elle y mène une politique volontariste, d'une part de formation de cadres nationaux, alors que les bolcheviks y sont souvent peu ou pas implantés, d'autre part de développement des cultures nationales (langue, littérature, etc.). Aucun régime au monde n'a autant fait pour la promotion de la culture de ses minorités nationales.

Deux exemples d'entités nationales, prises pas tout à fait au hasard⁹ :

chaque république fédérée (dans la limite des compétences réservées à l'Union), leur reconnaît le droit de sortir de l'Union et impose que le territoire de chacune d'elles ne puisse être modifié sans son accord.

Au niveau international, l'Internationale communiste adopte des « thèses sur les questions nationale et coloniale » à son 2^e congrès en 1920 (prolongé par le 1^{er} congrès des peuples de l'Orient à Bakou). Ces thèses, complétées au 4^e congrès en 1922, appellent à distinguer nettement les « nations opprimées, dépendantes » et les « nations oppressives et exploiteuses ». Elles imposent aux partis communistes des pays impérialistes d'avoir une intervention systématique contre leur propre impérialisme, en « aidant matériellement et moralement les mouvements ouvriers révolutionnaires dans les colonies » et en « com-



Déclaration d'indépendance de la République démocratique de Géorgie, le 26 mai 1918. DR.

- L'Etat des travailleurs allemands de la Volga, peuplé en majorité de descendants des colons allemands que Catherine II, princesse allemande, a fait installer près de Saratov au 18^e siècle (la mère de Lénine en était issue !)

- la Kalmoukie, peuplé de Kalmouks, un peuple mongol de religion bouddhiste qui a émigré dans les steppes du nord de la mer Caspienne au 17^e siècle (Lénine avait par son père des ascendants kalmouks, d'où l'origine de ses yeux bridés !)

Après la guerre civile, l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) est créée par la fédération des quatre républiques socialistes soviétiques de Russie, Biélorussie, Ukraine et Transcaucasie. Sa constitution établit la souveraineté de

battant opiniâtrement et sans merci les tendances colonisatrices de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés travaillant dans les colonies ». Elles invitent enfin les partis communistes des pays dominés à participer activement aux mouvements révolutionnaires dans leur pays, notamment ceux des paysans pauvres, à constituer un « front unique anti-impérialiste » avec les organisations nationalistes bourgeoises tout en « conservant leur complète indépendance politique ».

AVEC DES LIMITES...

Les bolcheviks ont été confrontés à la guerre, une guerre improprement appelée « civile », qu'ils n'avaient pas souhaitée, dont ils se seraient bien passés et qui

a apporté son lot de destruction, de famine, de mort, de barbarie. Au cours de cette guerre, le principe du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » s'est largement effacé au profit des rapports de forces militaires sur le terrain. Les territoires incorporés dans la Russie soviétique ont quasiment tous été « libérés » par l'armée rouge.

L'Ukraine en est un cas symptomatique. Elle devient un immense champ de bataille entre l'armée allemande (jusqu'en novembre 1918), l'armée ukrainienne de Petlioura, les armées vertes de Makhno et de Grigoriev, les armées des Russes Blancs de Dénikine et Wrangel, l'armée française (qui occupe des ports de la mer Noire), l'armée polonaise de Pilsudski et, bien sûr aussi, l'armée rouge: la capitale Kiev change dix fois de mains entre décembre 1917 et juin 1920.



Si les bolcheviks ont finalement gagné cette guerre, c'est que les paysans et les minorités nationales ont préféré la « terreur rouge » (qui, malgré tous ses excès et toutes ses tares, leur donnait la terre et les droits nationaux) à la « terreur blanche » (qui leur refusait et l'un et l'autre). De plus, si le rapport de forces militaire a souri aux bolcheviks en Ukraine ou en Sibérie par exemple, il leur a été défavorable en Finlande, en Lettonie ou en Estonie, ou les « Rouges », qui étaient pourtant majoritaires, sont écrasés par les « Blancs », qui ont appelé à leur secours des troupes allemandes.

Il y a aussi la question des frontières des différentes entités nationales, rendue compliquée par la politique coloniale de

la Russie tsariste, les revendications historiques des minorités nationales, l'enchevêtrement des populations qui y vivent. La Russie soviétique a procédé à au moins deux arbitrages qui ont posé problème dans l'actualité récente: l'est de l'Ukraine, peuplé à l'époque majoritairement de Russes, le Haut-Karabagh, peuplé majoritairement d'Arméniens mais rattaché à l'Azerbaïdjan.

... ET DES PROBLÈMES PLUS GRAVES

Au printemps 1920, le dictateur polonais Pilsudski, pensant que le moment était venu de réaliser son rêve d'une Grande Pologne qui, comme au début du 17^e siècle, s'étendrait de la mer Baltique à la mer Noire, conquiert la plus grande partie de l'Ukraine, avec le soutien de la France, et s'y livre à de sanglants pogroms. L'armée rouge, s'appuyant sur les soulèvements des paysans ukrainiens qui n'ont pas oublié les siècles d'oppression qu'ils ont subis de la part de la noblesse polonaise, le repousse rapidement jusqu'à la ligne Curzon¹⁰. La poursuite de son offensive en territoire polonais, décidée par Lénine contre l'avis de Trotsky, n'aboutit pas au soulèvement ouvrier et paysan pro-communiste escompté mais à un désastre militaire, sanctionné par le traité de Riga qui fixe la frontière à environ 200 km à l'est de la ligne Curzon. Lénine avait semble-t-il oublié cette citation qu'il faisait en 1916 d'Engels, lequel écrivait à Kautsky en 1882: « le prolétariat victorieux ne peut imposer un bonheur quelconque à aucun peuple étranger sans compromettre par là sa propre victoire ».

La question géorgienne est cependant encore plus sérieuse. La Géorgie, indépendante depuis mai 1918, est une place-forte historique du menchevisme et donne une majorité de plus de 80 % aux mencheviks lors des élections nationales de février 1919. Le gouvernement menchevique de Noé Jordania procède à une réforme agraire et accorde une certaine autonomie aux minorités abkhaze et ossète. A travers le traité de Moscou de mai 1920, il légalise les organisations bolcheviques géorgiennes, tandis que le pouvoir soviétique reconnaît à nouveau la Géorgie indépendante. En février 1921, après avoir organisé un simulacre d'insurrection, Staline ordonne à l'armée rouge d'envahir la Géorgie, laquelle est conquise après de violents combats. La Géorgie fera ensuite l'objet du « dernier combat » de Lénine, lequel ne verra pas la sanglante répression du soulèvement national géorgien d'août 1924 (plus de 10 000 morts).

UN ESSAI DE BILAN

La Russie tsariste était antisémite, réprimait les minorités nationales, leur imposait une politique de russification systématique. Les pays impérialistes alliés, qui sont officiellement, comme le président américain Wilson, pour « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », se gardent bien de l'appliquer à leurs colonies et tracent sur la carte, sans consultation des populations concernées, les frontières des Etats de l'Europe centrale et orientale lors du traité de Versailles et de ses annexes. La Russie soviétique reconnaît le droit à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, crée des entités nationales autonomes, libère les cultures nationales opprimées, etc.

Le bilan du jeune pouvoir soviétique sur la question nationale est donc incontestablement positif. Même s'il y a eu des erreurs, parfois sérieuses comme lors de l'aventure militaire en territoire polonais – dont une majorité de la population fit alors le choix de défendre son indépendance nationale. Et il est terni par la grave négation du principe du droit à l'autodétermination qu'a signifié le renversement du gouvernement menchevique élu de la République démocratique de Géorgie, suivi de l'annexion pure et simple de ce pays. Mais l'histoire ultérieure a montré que ce forfait, conduit sous l'autorité de Staline et de son homme-lige Ordjonikidzé, pré-annonçait en fait la contre-révolution bureaucratique. □

1 Notamment celles de 1667-1671 dirigée par Razine et de 1773-1775 dirigée par Pougatchev, qui font trembler le régime tsariste.

2 Dans tout l'article, l'expression est employée dans son sens historique, traditionnel jusqu'en 1914, c'est-à-dire représentant les intérêts de la classe ouvrière et se réclamant du marxisme.

3 Parti ouvrier social-démocrate de Russie, fondé en 1898 au congrès de Minsk

4 Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, fondée en 1897

5 Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie, fondée en 1894. Sa dirigeante la plus connue est Rosa Luxembourg.

6 Au congrès de la Deuxième Internationale tenu à Londres en 1896, ses deux organisations polonaises s'affrontent sur la question de l'indépendance de la Pologne. Le PPS (Parti socialiste polonais, fondé en 1892 et dont le dirigeant le plus connu est Pilsudski) est pour, la SDKPiL est contre. Kautsky ajoute dans la résolution politique adoptée « le plein droit de libre détermination de toute les nations », qui fait office de compromis mais a été peu discuté.

7 Lénine scissionne le POSDR et fonde le parti bolchevique lors de la conférence de Prague en janvier 1912. Le bloc d'août, constitué en août 1912 sous l'égide de Trotsky, se désagrège peu après en raison de son hétérogénéité politique

8 Commissariat du peuple aux nationalités, composé de non-russes, dirigé par le géorgien Staline de 1917 à 1923, remplacé en 1924 par un soviét des nationalités.

9 A noter que Staline dissoudra ces deux républiques autonomes pendant la Deuxième Guerre mondiale et déportera leur population.

10 Du nom de ce diplomate anglais qui a proposé une frontière basée grosso modo sur la composition nationale de la population, Polonais à l'ouest, Lituanais, Biélorusses et Ukrainiens à l'est. La frontière polonaise actuelle correspond à peu près au tracé de la ligne Curzon.

CHRONOLOGIE DE NOVEMBRE 1917 À JANVIER 1924

Des « dix jours qui ébranlèrent le monde » à la contre-révolution stalinienne

PAR DANIEL MINVIELLE

Sept années se sont écoulées entre la prise de pouvoir par les soviets et le début de sa liquidation par la contre-révolution stalinienne, en 1924. Les facteurs qui expliquent ces évolutions de la société soviétique sont extrêmement nombreux et complexe, mais le premier d'entre eux est à chercher sur le terrain de la lutte des classes, aussi bien à l'échelle de la Russie qu'à l'échelle mondiale, dont la révolution russe n'était en fin de compte que le premier épisode.

OCTOBRE 17, LES PREMIERS DÉCRETS DE L'ETAT OUVRIER

Le 7 novembre 1917 (25 octobre dans l'ancien calendrier russe), la situation de double pouvoir entre les institutions républicaines et les soviets prend fin. Au fil des mois, les bolcheviks étaient apparus aux yeux des masses comme le seul parti ayant la volonté de répondre à leurs exigences, « le pain, la paix, la terre ». Elles avaient fait l'expérience de la nécessité de liquider le régime de février et s'étaient appropriées le mot d'ordre défendu par Lénine depuis son retour d'exil en avril 1917 : « tout le pouvoir aux soviets ».

Un gouvernement provisoire, « conseil des commissaires du peuple » composé de bolcheviks et présidé par Lénine, est élu par le 2^{ème} congrès panrusse des soviets. Des représentants du parti socialiste-révolutionnaire de gauche y entreront quelques semaines plus tard. Dès sa prise de fonctions, ce gouvernement prend une série de décrets. Concernant la terre, les paysans sont invités à continuer ce qu'ils ont déjà commencé : se servir eux-mêmes, chasser les grands propriétaires fonciers, se partager leurs terres. Concernant la paix, un appel est lancé auprès des divers belligérants de la Première Guerre mondiale pour un armistice immédiat. Le secret diplomatique est aboli. Les soldats sont invités à désobéir à leurs officiers et à engager directement, de tranchée à tranchée, une campagne pour la cessation des combats.

Concernant le pain, il s'agit de lutter contre

la corruption dans une société ruinée et désorganisée par la guerre, de renforcer le contrôle ouvrier sur les entreprises, de libérer les paysans de leurs dettes et de prendre le contrôle des banques, d'organiser la distribution des ressources... Une tâche d'autant plus difficile que l'Etat ouvrier se heurte au sabotage des couches sociales hostiles à la révolution : patrons d'entreprise, fonctionnaires des ministères, travailleurs des chemins de fer et des services de communication qui refusent d'exécuter les ordres du pouvoir, alors que le pays est confronté à la guerre impérialiste et à la guerre civile. Il y répond en faisant appel à l'initiative des masses, en incitant les travailleurs à régler directement les problèmes de l'Etat, à leur niveau.

Le 20 décembre 1917 est créée la Tcheka, « commission de lutte contre le sabotage et la contre-révolution ». Elle deviendra, sous le nom de Guépéou, un des outils de répression de la contre-révolution stalinienne. Elle est à son origine une arme que se donne le pouvoir soviétique, en s'appuyant sur le prolétariat organisé et armé, pour mettre fin au sabotage économique, contraindre les cheminots à faire rouler les trains, les agents du télégraphe à transmettre les communications, permettre à l'Etat ouvrier de fonctionner, de faire face à ses ennemis.

Par ailleurs, du fait des annexions territoriales multiples menées par la Russie des tsars, la question des nationalités mine la société. Le droit des peuples à disposer



La délégation russe (avec Trotsky au centre) arrivant à Brest pour les pourparlers de paix avec l'Allemagne. DR.

d'eux-mêmes est proclamé. Ils sont invités, en même temps, à construire, avec la Russie des soviets, ce qui deviendra en 1922 l'Union des républiques socialistes soviétiques.

SORTIR DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE, BREST-LITOVSK

Le 26 novembre 1917, sans réponse à son appel à un armistice général, le pouvoir soviétique adresse une demande d'armistice à l'Allemagne et ses alliés. Elle est acceptée

et prend effet le 15 décembre pour une durée de deux mois. Les négociations pour un traité commencent le 22 décembre à Brest-Litovsk, en Biélorussie.

Trois positions s'affrontent au sein du pouvoir à propos de ce traité. Pour Lénine, il faut en finir immédiatement avec la guerre, signer la paix aux conditions posées par l'Allemagne et ses alliés. Pour Trotsky, qui conduit les négociations, c'est «ni guerre ni paix». Il veut, comme Lénine, cesser les combats au plus vite, mais signer la paix, c'est permettre à l'empire allemand de regrouper ses forces sur un seul front et ainsi prolonger l'hécatombe dont sont victimes les soldats des deux bords. L'Etat ouvrier ne doit pas signer de traité qui se retournerait contre ses frères de classe anglais, allemand ou français, à moins que la démonstration ne soit faite que son avenir est en jeu. Il doit simplement cesser le combat et appeler les soldats des autres pays à en faire autant. Un troisième courant, celui des «communistes de gauche» (avec Boukharine, Ossinski et d'autres) qui se constituent en



fraction, veut mener une «guerre révolutionnaire» en s'appuyant sur l'effervescence sociale qui règne déjà, en particulier en Allemagne.

Lénine se rallie alors à Trotsky. Le 10 février, la délégation des soviets quitte les négociations en annonçant que ses troupes cessent le combat. Le 22 février, fin de la période d'armistice, les armées allemandes reprennent l'offensive. L'avancée est fulgurante et conduit le front à quelques dizaines de kilomètres de Pétersbourg.

Sous la menace, le gouvernement soviétique déplace son siège à Moscou. Pour Lénine et Trotsky, démonstration est faite aux yeux des classes ouvrières internationales de la trahison de l'empire allemand.

Le 3 mars 1918, Trotsky signe sans le lire le traité qui lui est présenté et entérine la perte de l'Estonie, de la Lettonie et de l'Ukraine. Cela correspond à 26% de la population totale, 27% de la superficie, 26% des voies ferrées, 75% de la production d'acier et de fer de l'ancien empire russe.

VERS L'ISOLEMENT DES BOLCHEVIKS AU SEIN DU POUVOIR SOVIÉTIQUE

Jusqu'à la prise du pouvoir, en novembre 1917, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, bolcheviks, anarchistes de divers courants participaient à la démocratie soviétique qui s'était structurée au cours des mois de révolution et s'était fédérée dans un «congrès panrusse des soviets». Le second de ces congrès a pris acte du renversement de Kérénsky, décrété «tout le pouvoir aux soviets», élu le «conseil des commissaires du peuple» qui allait désormais assumer le gouvernement de l'Etat, en lien avec un comité exécutif permanent de plusieurs dizaines de membres.

Cette décision entraîne une scission des Socialistes-révolutionnaires en SR de gauche, qui participeront durant quelques mois au gouvernement aux côtés des bolcheviks, et SR de droite, qui s'en éloignent pour mener, avec les mencheviks, une opposition ouverte au pouvoir soviétique, pour le retour à la «démocratie», c'est-à-dire à la république bourgeoise que la révolution d'octobre a renversée.

Ils comptent pour cela sur une Assemblée constituante qui, suite à une décision prise en juin par Kérénsky, se réunit les 16 et 17 janvier 1918. Les élections s'étaient tenues en décembre selon des modalités ayant donné une majorité aux SR de droite et aux mencheviks. Cette majorité, refusant d'entériner les mesures prises par le pouvoir soviétique, prétend au contraire les abolir et affirmer la suprématie de la Constituante sur les Soviets. C'est ouvertement la volonté de renverser l'Etat ouvrier, de restaurer l'Etat bourgeois.

Le 17 janvier 1918, le pouvoir soviétique y répond en dissolvant l'Assemblée constituante, décision entérinée par le 3^{ème} congrès des soviets qui se réunit quelques jours plus tard. Cela marque la rupture définitive avec les partis menchevik et SR de droite, dont certains membres lieront sans tarder des alliances avec la contre-révolution blanche.

Lors du 4^{ème} congrès des soviets, qui débute

le 15 mars 1918, les communistes de gauche et les SR de gauche quittent le gouvernement. La cause en est leur opposition à la signature du traité de Brest-Litovsk que, partisans de la guerre révolutionnaire, ils considèrent comme une capitulation. Les communistes de gauche rentreront assez vite dans le rang mais les SR de gauche, le 6 juillet 1918, assassinent l'ambassadeur d'Allemagne en Russie et organisent dans le même temps un soulèvement à Moscou, qui est rapidement réduit.

Le 30 août 1918, les SR de droite assassinent le chef de la Tcheka de Petrograd et organisent un attentat contre Lénine, qui est grièvement blessé. Le 6 septembre 1918, ils constituent un «directoire» gouvernemental en exil, postulant au remplacement du gouvernement soviétique lorsque les armées blanches en auront fini avec lui.

Ce même 6 septembre, le gouvernement soviétique proclame la «terreur rouge». Les bolcheviks, désormais seuls à assumer le pouvoir, ne se font pas d'illusions. Ils savent que si la contre-révolution l'emporte, la vengeance sera impitoyable. Les masses russes, elles, en font l'expérience directe, par la sauvagerie de la répression des troupes blanches. La peine de mort avait été abolie par la révolution de février mais, avec la guerre civile, cette abolition n'a plus de sens, les exécutions sommaires, les attentats se multiplient. En même temps qu'il décrète la «terreur rouge», le pouvoir soviétique met en place un embryon de justice, sous le contrôle des soviets, tout en répondant aux massacres perpétrés par leurs ennemis au même niveau, le passage par les armes.

LA GUERRE CIVILE

Pour la Russie des soviets, la guerre mondiale terminée, ce n'est pour autant pas la paix... Les armées blanches encerclent de toute part le territoire très réduit que contrôle le pouvoir soviétique.

Le 28 janvier 1918, il avait été décidé de créer une Armée rouge. Pour faire face aux armées blanches, l'Etat soviétique dispose certes de millions de soldats, de travailleurs déterminés à ne pas laisser l'ancien pouvoir se restaurer. Mais cela ne suffit pas face à des armées composées pour l'essentiel de professionnels, officiers et sous-officiers de l'ancienne armée tsariste, aidées par ailleurs par l'ensemble des pays impé-



rialistes. Il faut centraliser le commandement, acquérir des compétences.

Le 17 mars 1918, Trotsky devient « commissaire du peuple pour l'Armée et les forces navales » et en assurera le commandement central. Le 27 mai, le service militaire devient obligatoire ; et il est décidé de faire appel à des « spécialistes militaires », anciens officiers du tsar non engagés dans les armées blanches, placés sous le contrôle de « commissaires politiques » et la menace d'une exécution à la moindre trahison.

A partir de mai 1918, pour répondre aux besoins de la guerre, diverses mesures sont prises. C'est le « communisme de guerre » : centralisation de la gestion des unités économiques, nationalisation de l'industrie petite et grande, monopole d'Etat sur le commerce des produits de première nécessité, interdiction du commerce privé, conscription du travail universel, péréquation dans la répartition des produits et des richesses... Ces richesses étant pour l'essentiel produites par la paysannerie, « péréquation dans la répartition » se traduit dans les faits par « réquisition des produits agricoles ». Ces réquisitions seront à l'origine de nombreuses révoltes paysannes, allant jusqu'à la constitution « d'armées vertes » qui lutteront aussi bien contre l'armée rouge que contre les armées blanches. Une de ces « armées vertes », dite « noire » du fait que son dirigeant, Nestor Makhno, était anarchiste, combat à partir de mars 1918 au sud de l'Ukraine. Alliée à l'Armée rouge contre les armées blanches qui interviennent en Ukraine, elle contribue à les défaire, pour ensuite se retourner contre l'Etat ouvrier.

Confrontée à de multiples difficultés, l'Armée rouge va cependant repousser les armées blanches. La menace bien réelle jusqu'au début 1919 d'une intervention directe des impérialismes US, français et britannique, s'éloigne du fait de la crainte qu'une telle intervention ne déclenche des mutineries, comme celle qui s'est produite, début 1919, au sein de la Marine française, la mutinerie de marins de la Mer Noire.

La guerre civile s'achève sur le traité de Riga, signé en mars 1921 avec la Pologne, qui fixe les frontières définitives entre la Russie des soviets (qui comprend de nouveau l'Ukraine) et la Pologne, la Lettonie et l'Estonie, qui ont acquis définitivement leur indépendance. Ces frontières deviendront, le 30 décembre 1922, celles de l'URSS.

BILAN CATASTROPHIQUE

Il y a eu dans l'Armée rouge quelques 980 000 morts, dont les deux tiers pour

blessures mal soignées. Trois millions de civils sont morts pour les mêmes raisons. La guerre a fait 4,5 millions d'orphelins. Quatre millions de personnes sont mortes du typhus et de famine lors de l'été 1921.

La société soviétique est marquée de ruptures profondes entre la paysannerie, sur qui a reposé l'essentiel du poids économique de la guerre, et le pouvoir de l'Etat, concentré entre les mains du parti bolchevique.

Les révoltes paysannes s'étaient exacerbées au cours de l'année 1920. Trotsky s'en était inquiété et avait fait la proposition, repoussée, de mettre fin au communisme de guerre et de lancer une réforme de l'économie. La situation ne pouvait que s'aggraver. La situation devient critique pour le pouvoir au début de l'année 1921: recrudescence des révoltes paysannes; montée des revendications ouvrières, en particulier à Petrograd, alors qu'un vif débat, mené par l'« Opposition ouvrière » dirigée par Chliapnikov et Kollontaï, à lieu dans le parti sur la place des syndicats dans l'organisation de la production; révolte des marins de Cronstadt et de l'armée noire de Makhno.

L'île de Cronstadt est une base navale protégeant Petrograd. Les marins de Cronstadt avaient été un des fers de lance de la révolution. Mais fin février 1921, le ras-le-bol l'emporte, y compris chez les marins communistes, du fait de leur propre situation mais aussi de celle qui est faite à leurs familles, paysans soumis aux réquisitions. Ils s'insurgent contre le pouvoir des bolcheviks, exigeant le retour à la démocratie des soviets...

Le pouvoir considère qu'il ne peut laisser une telle situation perdurer, alors qu'il doit en même temps faire face aux mutineries paysannes, dont celle de Makhno qui cherche à constituer une commune paysanne dans la zone d'Ukraine qu'il contrôle. Le 5 mars 1921, un ultimatum est lancé aux mutins. Le 7 mars, l'Armée rouge donne l'assaut à la forteresse, sur la Neva gelée. Les combats s'achèvent le 20 mars 1921. En août 1921, les troupes de Makhno sont définitivement défaites et leur chef part en exil.

DU « COMMUNISME DE GUERRE » À LA « NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE »

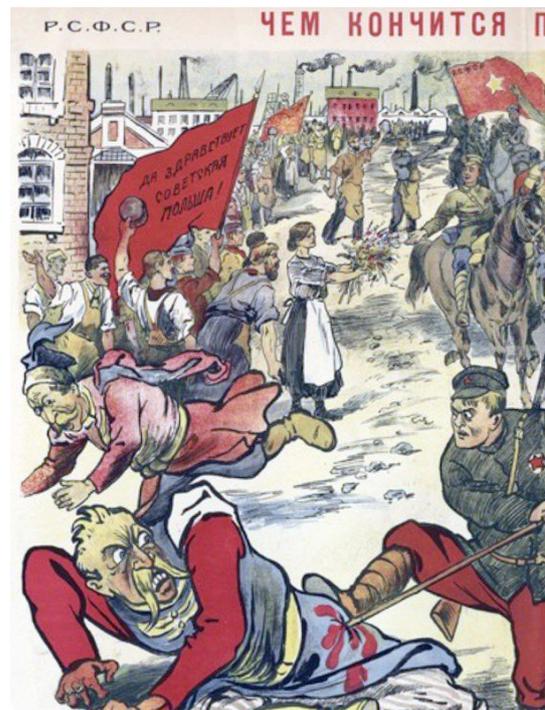
En mars 1921, le congrès du Parti communiste russe décrète le passage à la NEP (nouvelle économie politique). Lénine s'est rallié à la proposition que Trotsky avait faite un an plus tôt: il faut en finir avec la situation de pénurie et les réquisitions que la paysannerie ne peut suppor-

ter plus longtemps, permettre d'urgence à l'économie de repartir en réintroduisant certaines relations marchandes. On met donc fin à la réquisition systématique de la production agricole. Un petit commerce privé, permettant des échanges, est de nouveau autorisé. La grande production industrielle et le système financier restent sous le contrôle de l'Etat.

Le résultat ne tarde pas à se faire sentir. La NEP réussit à relancer l'économie, sur la base de la remise en place de relations marchandes, un certain retour du capitalisme sous le contrôle de l'Etat ouvrier.

LE COMBAT PERDU DE LÉNINE ET TROTSKY

En mai 1922, Lénine est victime d'une attaque cérébrale qui le tient écarté du pouvoir. A son retour, en octobre, il découvre l'ampleur d'une crise qui se prépare au sommet du parti, où une fraction se constitue autour d'une « troïka » composée de Zinoviev, Kamenev et Staline et commence une campagne dirigée contre Trotsky.

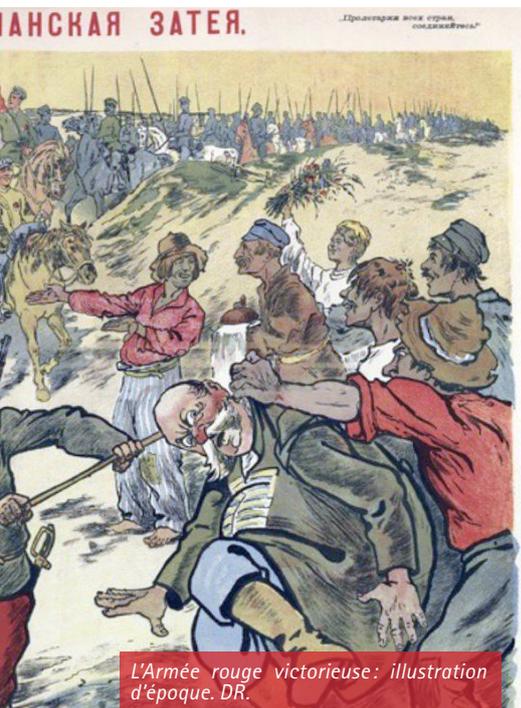


Derrière les questions de personnes se joue en réalité la survie de l'Etat ouvrier. Car la guerre civile n'a pas seulement ruiné l'économie, elle a aussi transformé la démocratie soviétique d'octobre 1917 en son contraire. La centralisation des décisions nécessaires à la conduite de la guerre et de l'économie a transformé la structure soviétique en un organisme de transmission des décisions prises aux sommets de l'Etat ouvrier vers les soviets

locaux, chargés en dernier ressort de les mettre en œuvre.

Le fonctionnement du « communisme de guerre » a par ailleurs entraîné la mise en place d'un appareil administratif de plus en plus nombreux, une bureaucratie d'Etat par laquelle passent toutes les décisions. Cette nouvelle bureaucratie « communiste », placée au cœur de la circulation des ressources de la société alors que celle-ci manquait de tout, y trouvait des intérêts matériels – limités dans un premier temps mais qui iront croissants. Et elle était aux premières loges pour bénéficier du redémarrage de l'économie due à la NEP.

Ainsi se constituait, avec les paysans riches, les koulaks et le petit capitalisme marchand renaissant du fait de la NEP, la base sociale sur lesquelles allait s'appuyer des dirigeants du parti, dont Staline, pour instaurer leur pouvoir. Cela d'autant que le parti communiste russe, parti unique au pouvoir, était, par la force des choses totalement imbriqué dans cette structure bureaucratique avec laquelle il avait fini par se confondre pour une bonne part.



L'Armée rouge victorieuse: illustration d'époque. DR.

Trotsky engage la bataille politique contre ces tendances et c'est ce qui lui vaut l'offensive menée contre lui. Lénine le rejoint dans le combat mais sa santé rechute en décembre 1922. Conscient qu'il ne pourra plus jamais assurer le rôle central qu'il a joué à la tête du parti et du pouvoir, il se pose la question de sa succession. Le 25 décembre 1922, il écrit son « testament ». Le 6 mars 1923, il rompt toute relation personnelle avec Staline

qui se comporte de façon de plus en plus autoritaire et grossière.

En juillet, une crise éclate, la « crise des ciseaux » selon les mots de Trotsky. Devant l'écart de prix croissant entre les produits industriels et les produits agricoles, les paysans font la grève des récoltes, une nouvelle campagne se développe dans les campagnes contre le pouvoir. C'est le résultat de l'incapacité de la bureaucratie, dénoncée par Trotsky quelques mois plutôt, à développer, par une planification à long terme rigoureuse et coordonnée, de véritables améliorations dans les quantités et la qualité des produits industriels destinés à l'agriculture.

Le 8 octobre, Trotsky demande au comité central de décider un tournant dans la vie intérieure du parti. Il faut l'ouvrir à la jeunesse ouvrière, lui redonner la base sociale qui était la sienne au moment de la révolution d'octobre. Il est rejoint le 15 octobre par la prise de position de 46 responsables du parti, dans une lettre adressée au comité central, la « lettre des 46 ». Lequel répond en adoptant à l'unanimité, le 5 décembre, une résolution sur la « démocratie ouvrière »... qui ne l'engagera à rien.

Trotsky poursuit l'offensive, le 8 décembre, avec un texte appelé *Cours nouveau*, dans lequel il développe les mesures qui, selon lui, permettront à cette « démocratie ouvrière » de renaître, au parti de se régénérer. Le 14 décembre, la troïka commence une campagne contre lui et les « 46 ». C'est le début d'une offensive contre tous ceux qui essaient de mettre en cause les positions de la bureaucratie, désormais taxés de « trotskysme ».

Lénine meurt le 21 janvier 1924. Sa dépouille est embaumée et exposée. Il est érigé en icône par la bureaucratie stalinienne, qui commence à réécrire l'histoire pour tenter d'effacer des mémoires le rôle de Trotsky, en faire un hérétique, opposant de toujours au grand Lénine, faire de ceux qui détiennent désormais le pouvoir ses seuls et légitimes héritiers... Fin décembre 1924, Staline lance le mot d'ordre : « *socialisme dans un seul pays* ». Il tourne ainsi radicalement le dos à la politique qui avait été jusque là celle du parti bolchevique.

LA CONTRE-RÉVOLUTION STALINIENNE ET L'ÉCHEC DE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE

La révolution russe n'était pour les bolcheviks qu'un des éléments d'un mouvement bien plus vaste qui touchait toute l'Europe. En 1917, des soldats se muti-

naient dans les tranchées, des régiments refusaient de monter au front. Puis une multitude de mouvements sociaux ont éclaté. Mouvements de grèves à Londres, Paris, Barcelone, Turin, Milan, Gènes... Insurrections en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne... Et surtout en Allemagne, comme l'espéraient les dirigeants bolcheviques, tel Lénine qui affirmait, en mars 1918 : « *la vérité absolue, c'est qu'à moins d'une révolution allemande, nous sommes perdus* »...

La révolution allemande éclate effectivement fin octobre 1918. Mais elle est réprimée dans le sang par la social-démocratie, main dans la main avec les Corps francs, bandes armées de militaires réactionnaires. Toutes les autres tentatives révolutionnaires échouent, selon des processus qui mettent en évidence le fait que les bourgeoisies et leurs alliés sociaux-démocrates ont tiré les leçons de la révolution russe, mais aussi que, comme le disait un dirigeant du PC allemand après la défaite, « *les masses étaient prêtes pour la révolution, pas les révolutionnaires* ».

Préparer les révolutionnaires, les partis communistes qui se constituent partout en rupture avec la social-démocratie, à diriger les révolutions, était une des tâches urgentes qui incombe aux dirigeants bolcheviks. Ils ont tenté de la remplir à travers la direction de la Troisième Internationale, dont le premier congrès s'est tenu à Moscou, en mars 1919 et qui se réunira ensuite en juillet 1920, juin 1921 et novembre 1922, avant la mainmise de la bureaucratie stalinienne sur le mouvement communiste international.

Les dirigeants bolcheviques cherchent à structurer le mouvement communiste international, à ajuster sa politique aux évolutions du contexte géopolitique, à rendre les sections de l'Internationale capables d'assumer leur rôle de partis révolutionnaires. Mais ils ont peu de prise sur la politique de ces sections, tandis que la vague révolutionnaire s'achève partout par des échecs. Au 3^e congrès, en juin 1921, l'IC change de stratégie, de la « tactique de l'offensive » au mot d'ordre de « conquête des masses ». L'heure n'est plus à se préparer à conduire les masses révoltées vers la prise du pouvoir, mais à gagner leur confiance, en vue des prochaines montées révolutionnaires. Ces montées révolutionnaires se produiront bien, mais elles se heurteront au stalinisme qui a contribué à stériliser pour des décennies le mouvement révolutionnaire marxiste international. □

Quelle démocratie ouvrière contre le despotisme d'usine ?

PAR ROBERT PELLETIER

«Le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays», déclarait Lénine en novembre 1920. Mais quid de l'organisation de la production et du travail, des rapports de pouvoir dans l'économie et les entreprises ?

A l'occasion du centenaire de la révolution russe, de nombreux ouvrages sont publiés, republiés ou traduits qui apportent des éclairages sinon nouveaux, en tous cas plus détaillés sur les principales phases du renversement du capitalisme en Russie. Ainsi, dans le dossier «Retours sur Octobre 17» du numéro 34 de la revue *Contretemps*, Antoine Artous, dans son article «L'imprévu de la question de l'Etat», aborde la question du despotisme d'usine. Après avoir rappelé la faible prise en compte de cette question par Lénine et les bolcheviks, il nous laisse sur notre faim en en restant, dans ce texte, à une formulation générale et atemporelle: «*le despotisme d'usine ne décrit pas – comme on le dit parfois – des formes d'organisation de la production du 19^e siècle ou même seulement le taylorisme, il désigne les conditions générales du procès de production capitaliste caractérisé par une séparation entre les tâches de conception/organisation du travail et son exécution*». Puis l'auteur passe à autre chose... Il me semble qu'on ne peut pas laisser là les choses, pour plusieurs raisons.

LE DROIT À LA CRITIQUE

Dans les courants trotskystes en France, la critique de la révolution russe a longtemps été prisonnière d'une certaine frilosité. Tout semblait se résumer à la critique de Trotsky dans *La Révolution trahie*: «*l'interdiction des partis d'opposition a conduit à l'interdiction des fractions. L'interdiction des fractions a abouti à l'interdiction de "penser autrement" que le dirigeant infailible. Le monolithisme du parti, instauré de manière policière, a amené l'impunité pour la bureaucratie, impunité qui devenait la source de l'arbitraire illimité et de la corruption.*» La chute du Mur de Berlin et ses suites ont permis de «passer à autre chose».

Un certain nombre d'auteurs, de militants s'étaient déjà penchés sur la question de l'organisation du travail. C'est ainsi que Robert Linhart, en 1976, dans son ouvrage «*Lénine, les paysans, Taylor*»¹ décortiquait les théorisations de Lénine sur les vertus de l'organisation capitaliste du travail. Plus récemment Bruno Trentin, syndicaliste italien, reprenait le débat à partir d'une critique de Gramsci, en remettant en cause à cette occasion certains présupposés de l'action syndicale.² Si d'autres auteurs ont depuis abordé cette question, la publication en français d'importants ouvrages ciblant les développements de la révolution russe dans les usines fournit des matériaux nouveaux pour aborder cette question. En fait plusieurs questions, qui ne sont évidemment pas indépendantes, restent à approfondir.

DESPOTISME D'USINE

Le mode de production capitaliste se caractérise pour les travailleurs par une double dépossession: d'une part, ils perdent la propriété des outils de production, qui deviennent la propriété privée des capitalistes, de l'autre ils perdent la maîtrise technique, organisationnelle du procès de production.

Marx avait abordé cette question. «Ce n'est pas seulement le travail qui est divisé, subdivisé et réparti entre divers individus, c'est l'individu lui-même qui est morcelé et métamorphosé en ressort automatique d'une opération exclusive, de sorte que l'on trouve réalisée la fable absurde de Menenius Agrippa, représentant un homme comme fragment de son propre corps». Avec la manufacture, «*les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en*

face d'eux dans le capital. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. L'enrichissement du travailleur collectif et par suite du capital en forces productives sociales a pour effet l'appauvrissement en forces productives individuelles.»³

Dans les traditions du mouvement ouvrier, le conflit entre le capital et le travail se concentre sur la dépossession des moyens de production qui permet aux capitalistes de s'approprier le surproduit du travail. Les mobilisations ouvrières ont le plus souvent pour enjeu la lutte pour une autre répartition de la plus-value. Les questions d'organisation du travail sont en général abandonnées aux dirigeants d'entreprise, les luttes se réduisant en fait à limiter les excès de violence de la hiérarchie.

LE TAYLORISME

La première conséquence de l'appropriation par les capitalistes des moyens de production a été la moindre énergie mise par les producteurs, dessais de leurs outils de travail, à produire pour un patron. Le système de Taylor aura pour fonction première d'augmenter la productivité du travail. Le moyen consiste à donner au propriétaire capitaliste les moyens de s'approprier toutes les connaissances pratiques jusqu'alors monopolisées par les ouvriers.

Taylor, qui a été d'abord ouvrier puis contremaître, a constaté par lui-même que les ouvriers ont des connaissances professionnelles empiriques qu'ils cachent à la hiérarchie et utilisent pour ralentir la production malgré les ordres, menaces, récompenses et primes. Il en déduit que «*la première obligation [d'une direction «scientifique»] est constituée par le ras-*

semblement délibéré, par ceux qui font partie de la direction, de la grande masse de connaissances traditionnelles qui, dans le passé, se trouvait dans la tête des ouvriers qui s'extériorisaient par l'habileté physique qu'ils avaient acquise par des années d'expérience.»⁴ Le fordisme viendra en complément du taylorisme en organisant la mise en commun des travaux parcellisés avec un contrôle, une automatisation des gestes et de leurs temps d'exécution.

L'ALIÉNATION

Dès le Manifeste, Marx souligne les «effets destructeurs du machinisme et de la division du travail». L'aliénation sociale dans le capitalisme se constitue à partir du moment où le travailleur est séparé de ses outils de travail, soumis à l'esclavage du machinisme. Il devient «naturel» qu'il ne décide pas comment il doit travailler ni ce qu'il doit produire.

Le capitalisme conforte cette «normalité» par des institutions comme l'école, la famille, les médias. Les richesses produites, les forces productives échappent au travailleur, lui font face comme des éléments extérieurs incompréhensibles, mystérieux. Cette aliénation globale, qui interdit à l'homme et au travailleur d'avoir un droit de regard sur ce qui constitue la base de la vie, la production, est propre au capitalisme et au salariat. Ce sont les rapports économiques et sociaux, construits sur la division capitaliste du travail qui en sont responsables. L'émancipation humaine, par voie de conséquence, viendra de l'abolition de ces rapports.

LE TAYLORISME COMME BASE DE LA PRODUCTION SOCIALISÉE?

L'appréciation de Lénine sur le système Taylor, tout en évoluant au fil du temps, est pour le moins chargée d'ambiguïtés. D'abord, un jugement critique qui dénonce un «système scientifique pour pressurer l'ouvrier»: «le système Taylor, c'est l'asservissement de l'homme par la machine»⁵. Mais en se précisant, cette critique devient moins radicale, Lénine semblant regretter que l'organisation scientifique du travail soit limitée à l'intérieur de l'usine: «tous ces perfectionne-

«Allez là où il y a du travail, le 1^{er} mai est la fête du travail»
1920, affiche d'Ivan Malioutine. DR.



ments poussés se font contre l'ouvrier; ils visent à l'écraser et à l'asservir encore davantage, sans aller au-delà d'une distribution rationnelle et raisonnée du travail à l'intérieur de la fabrique. Une question se pose tout naturellement: et la distribution du travail à l'intérieur de la société tout entière? Quelle masse de travail se fait pour rien à l'heure actuelle, du fait de l'incohérence, de l'état chaotique où se trouve plongé l'ensemble de la production capitaliste!»⁶

Pour finalement être reconnu comme partiellement utile: «à l'insu de ses auteurs et contre leur volonté, le système Taylor prépare le temps où le prolétariat prendra en main toute la production sociale et désignera ses propres commissions, des commissions ouvrières, chargées de répartir et de régler judicieusement l'ensemble du travail social. La grande production, les machines, les chemins de fer, le téléphone, tout cela offre mille possibilités de réduire de quatre fois le temps de travail des ouvriers organisés, tout en leur assurant quatre fois plus de bien-être que maintenant.»⁷

Au bout du compte, «la tâche qui incombe à la République socialiste soviétique peut être brièvement formulée ainsi: nous devons introduire dans toute la Russie le système Taylor et l'élévation scientifique, à l'américaine, de la productivité du travail, en l'accompa-

gnant de la réduction de la journée de travail, de l'utilisation de nouveaux procédés de production et d'organisation du travail, sans causer le moindre dommage à la force de travail de la population laborieuse.»⁸

Dans le même temps l'augmentation de la productivité peut fournir les bases matérielles de la disparition de l'Etat: «Au contraire, l'introduction du système Taylor, orientée correctement par les travailleurs eux-mêmes, s'ils sont suffisamment conscients, sera le moyen le plus sûr d'assurer à l'avenir une réduction considérable de la journée de travail obligatoire pour l'ensemble de la population laborieuse, ce sera le moyen le plus sûr pour nous de réaliser en un laps de temps relativement bref une tâche que l'on peut formuler à peu près ainsi: six heures de travail physique par jour pour chaque citoyen adulte et quatre heures de travail d'administration de l'Etat.»⁹

L'ambiguïté naît de la priorité donnée à l'augmentation de la productivité assise sur l'organisation capitaliste du travail, qui doit précéder les tentatives de rupture avec la division capitaliste du travail: «l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine. Mais quelle sera la rapidité de ce développement, quand aboutira-t-il à une rupture de la division du travail, à la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la transformation du travail en "premier besoin vital", c'est ce que nous ne savons ni ne pouvons savoir.»¹⁰

LES ENJEUX DE LA DÉMOCRATIE «SOVIÉTIQUE»

Dans un pays où la classe ouvrière est déjà peu qualifiée, situation qui ne fera que s'amplifier avec les ponctions effectuées du fait de la guerre mondiale puis de la guerre civile, l'expropriation du savoir ouvrier, sa réduction à des tâches parcellaires aussi simples et normalisées que possible ne se résume pas à une simple captation des connaissances par des techniciens ingénieurs. Lénine propose d'affronter cette situation avec le mot d'ordre «apprendre à travailler, c'est à présent la tâche principale de la république des soviets, une tâche qui concerne le peuple entier»¹¹ et la proposition d'introduire systématique-

ment les méthodes tayloriennes dans l'industrie.

Le seul garde-fou était que celles-ci devaient être mises en place sous la direction des travailleurs eux-mêmes. Mais face aux tâches de l'heure, c'est un autre fonctionnement qui est privilégié : « toute la grande industrie mécanique, qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme, exige une unité de volonté rigoureuse, absolue, réglant le travail commun de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente, et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. Mais comment une rigoureuse unité de volonté peut-elle être assurée? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne

(...) la soumission sans réserve à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. Elle est deux fois et même trois fois plus indispensable dans les chemins de fer. Et c'est ce passage d'une tâche politique à une autre en apparence totalement différente de la première, qui constitue toute l'originalité du moment actuel. La révolution vient de briser les plus anciennes, les plus solides et les plus lourdes chaînes imposées aux masses par le régime de la trique. C'était hier. Mais aujourd'hui la même révolution exige (...) justement, dans l'intérêt du socialisme, que les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail. Il est clair qu'une pareille transition ne se fait pas d'emblée. »¹²

Les débats, les conflits ne porteront pas sur la mise en cause du despotisme d'usine sous l'angle de la division capitaliste du travail dans la production. Renonçant, au nom de la nécessité du rétablissement de l'activité économique, à toute remise en cause de l'organisation du travail, Lénine et les bolcheviks misent sur la démocratie

sociale pour en faire accepter les contraintes. De ce fait, les débats se concentrent sur les organes, le niveau et le type de représentation censés assurer cette démocratie sociale.

QUI EXERCE LE « CONTRÔLE OUVRIER » ?

A partir de février 1917, le prolétariat s'organise, prend ses affaires en mains. Les comités d'usine, qui se constituent par milliers dans toute la Russie, organisent les ouvriers dans les entreprises sous le contrôle des assemblées générales. Cette construction se fait à partir de leurs revendications « immédiates ». La journée de huit heures, l'arrêt de la répression sont les points de départ. Les comités d'usine se donnent pour mission d'épurer les rangs de l'administration des usines pour prendre en main l'ensemble de leur gestion. La résolution finale de la conférence des comités d'usines de Kharkov les décrit comme des « organisations combattantes, élues sur le principe de la plus large démocra-

tie et dotées d'une direction collective ». Quant à leurs objectifs, ils consistent en « la mise en place de nouvelles conditions de travail [et] l'organisation du contrôle absolu de la production et de la distribution par les travailleurs. » Cette résolution aborda également les questions « politiques », réclamant notamment qu'il y ait « une majorité prolétarienne au sein de toutes les institutions jouissant d'un pouvoir exécutif. »¹³

Dès mars 1917, c'est l'idée du contrôle ouvrier qui s'impose, tout d'abord « offensif » avec la mise en avant des revendications ouvrières, en souffrance depuis février, puis rapidement « défensif » puisqu'il faut assurer le maintien, le redémarrage de l'activité économique, industrielle. Il faut imposer aux propriétaires d'organiser la production depuis l'approvisionnement des matières premières jusqu'à leur distribution ; ou les remplacer quand ils refusent de le faire ou se sont enfuis ; et assurer la sécurité des entreprises. En pratique, ces comités ne remettent pas

en cause le droit de la direction capitaliste à gérer les aspects économiques et techniques de la production. Les débats et les décisions sont déterminés par deux questions : la désorganisation de l'ensemble du système productif et le sabotage des propriétaires des moyens de production.

Au moment de l'insurrection de février 1917, il existait plusieurs organisations syndicales mais avec une faible influence au sein des usines. La plupart de leurs dirigeants étaient des mencheviks, hostiles à l'idée que les ouvriers puissent intervenir dans la gestion des usines. Au cours des premiers mois de 1917, les effectifs des syndicats grimpèrent de quelques dizaines de milliers à un million et demi. La plupart de ces nouvelles adhésions s'avéraient cependant de pure forme : appartenir à un syndicat s'inscrit dans la tradition pour tout ouvrier et toute ouvrière radicale.

LA DÉPOSSESSION DES COMITÉS D'USINE

Fin août 1917, la conférence des comités d'usine de Petrograd avait mis en place



« Capitalistes de tous les pays, unissez-vous ». 1919, affiche de Victor Nicolaievich Deni. DR.

un « conseil central des comités d'usine » ayant pouvoir de remettre en cause les décisions des comités. A partir de ce moment, les débats et tensions se sont cristallisés entre la nécessité de la centralisation des décisions économiques et les prérogatives des comités d'usine comme structures de base.

Tout le monde était conscient de la nécessité de coordonner les activités économiques, les approvisionnements et la distribution. Mais les positions défendues par les partis, syndicats ou soviets étaient plus déterminées par des rapports de forces politiques que par l'efficacité supposée de telle ou telle organisation de l'activité. Les soviets sont des organisations géographiques qui regroupent les paysans, les soldats et les ouvriers. Pour ces derniers, les choses se compliquent car la guerre et la construction d'un appareil d'Etat « ouvrier » absorbent une grande part des plus conscients et politisés. Dans les entreprises, ils sont remplacés par des soldats revenant des combats, des ouvriers-paysans qui souvent gardent une double activité et/ou des attaches sociales doubles qui pèsent sur leurs positionnements politiques. Les débats avec les communistes de gauche, l'Opposition ouvrière, les anarchistes, à partir de présupposés politiques différents, ont notamment porté sur ces divergences à propos du niveau de décision.

Pour Lénine et surtout Trotsky, les urgences économique et militaire imposent une centralisation des décisions au niveau national, comme dans le cas central des chemins de fer.¹⁴ En situation de guerre, de désorganisation économique quasi totale, les chemins de fer sont au cœur des enjeux industriels et militaires. Si leur organisation et leur fonctionnement ne peuvent être pris en charge par les seuls cheminots, la centralisation s'est faite d'en haut, par des organes d'Etat autonomisés qui ont imposé une brutale intensification de travail. La manière dont devait s'effectuer la prise en main de l'économie et des entreprises n'était manifestement pas clairement établie.

Lénine, Trotsky et les bolcheviks ont concentré leurs réflexions sur les questions de pouvoir politique, auxquelles se sont ajoutées les questions militaires. Avec des hésitations sur le caractère même de la révolution en cours, de la société en construction; avec l'évocation d'un capitalisme d'Etat, de déformations bureaucratiques et autres formules renvoyant aux difficultés objectives de la construction d'un appareil d'Etat « nouveau » et de

la reconstruction de l'appareil de production. Dans la pratique, c'est en grande partie l'attitude de la bourgeoisie, des propriétaires des moyens de production, qui a déterminé les décisions et leur rythme, notamment en ce qui concerne les nationalisations.

Le débat sur la nature du contrôle ouvrier s'est résumé à la place prise par les syndicats dans la gestion économique et industrielle de la Russie, dans un système où les décisions étaient de plus en plus prises loin du niveau des entreprises. La croissance de la bureaucratisation « par en haut et par en bas », comme l'a décrit Marc Ferro¹⁵, a achevé de réduire les pouvoirs des organisations « d'en bas » au profit des structures « d'en haut » qui ont été de plus en plus étroitement contrôlées par le parti.

Isaac Deutscher rappelle ce que fut, après Octobre, son orientation vis-à-vis des comités d'usine : « les bolcheviks en appelèrent alors aux syndicats pour rendre un service un peu particulier à l'Etat soviétique embryonnaire : discipliner les comités d'usines. Contre la volonté de ceux-ci, les syndicats formèrent leur propre organisation nationale ouvrière, annoncèrent la convocation d'un congrès panrusse des comités et exigèrent leur soumission totale à ses décisions. Les comités étaient cependant trop puissants pour capituler si vite. Vers la fin de 1917, on parvint à un compromis par lequel les comités acceptaient un nouveau statut : ils formeraient la base organisationnelle sur laquelle les syndicats eux-mêmes s'appuieraient; mais du coup, bien sûr, ils se trouveraient de facto incorporés aux syndicats. Peu à peu, ils renoncèrent à s'opposer aux syndicats, que ce soit localement ou au plan national, voire simplement à agir indépendamment d'eux. Les syndicats devenaient désormais les canaux privilégiés par lesquels le gouvernement dirigeait l'industrie. »¹⁶

L'ACTUALITÉ DE CES QUESTIONS

Pour Rosa Luxemburg, « le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire. C'est là où ils sont rivés à la chaîne du capitalisme que la chaîne doit être rompue ».¹⁷ Les questions soulevées par la mise en cause de l'organisation capitaliste du travail ne sauraient résumer l'ensemble des interrogations liées à la révolution russe et à l'évolution de ce socialisme « réellement existant ». Victor Serge proposait en 1920 une réponse provisoire (sur laquelle il reviendra lui-même par la suite) aux interrogations : « suppression des libertés dites démocratiques; dictature appuyée au besoin par la Terreur; création d'une armée; centra-

lisation pour la guerre, de l'industrie, du ravitaillement, de l'administration (d'où étatisme et bureaucratie); enfin, dictature d'un parti... Il n'est, dans ce redoutable enchaînement de nécessités, pas un anneau que l'on puisse ôter, pas un anneau qui ne soit rigoureusement conditionné par celui qui le précède et qui ne conditionne celui qui le suit. »¹⁸

Depuis, le capitalisme a étendu son mode de production à l'ensemble de la planète, et l'organisation capitaliste du travail s'est grandement « perfectionnée ». Avec la généralisation du taylorisme couplée au fordisme, puis le toyotisme et le *lean management*, l'étape actuelle vise la captation de l'ensemble des capacités des travailleurs. Le récent documentaire de *Cash Investigation* montrant les conditions d'exploitation chez Free et Lidl illustre cette sinistre réalité.

Dans toute la période des Trente glorieuses, le mouvement syndical a largement accepté, partagé la logique de la puissance productive incontournable du taylorisme et du fordisme. Ce n'est qu'à partir de Mai 68, des grèves des OS, de la lutte des Lip que cette approche a été remise en cause. De nombreux sociologues ont commencé à ausculter les organisations du travail pendant que médecins (notamment du travail) et psychologues mettaient en avant les dégâts du travail. Même si ces questionnements concernent d'abord la santé physique voir psychique des travailleurs, de nombreux auteurs commencent à mettre le travail, son organisation au cœur de l'émancipation, du changement de société. □

1 Seuil, 1976.

2 Bruno Trentin, « La cité du travail. Le fordisme et la gauche », Fayard, 2012.

3 Karl Marx, « Le Capital », Editions sociales, tome 2, page 50.

4 Frederic Winslow Taylor, « La direction scientifique des entreprises », Dunod, 1957, page 80.

5 Œuvres, Editions du progrès/Editions sociales (5e édition), tome 20, pages 156-158.

6 Ibid., page 157.

7 Ibid., page 158.

8 Œuvres, tome 42, pages 64-65.

9 Ibid., page 65.

10 Œuvres, tome 20, page 157.

11 Œuvres, tome 33, page 375.

12 Ibid.

13 Cité par Maurice Brinton, « Les Bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921 - L'Etat et la contre-révolution », Les Nuits rouges, 2017, page 33.

14 Voir Robert Linhart, op. cit., chapitre 4.

15 « Des soviets au communisme bureaucratique », réédition 2017, Gallimard Folio histoire.

16 « Soviet Trade Unions: Their Place in Soviet Labour Policy », 1950,

<https://www.marxistsfr.org/archive/deutscher/1950/soviet-trade-unions/index.htm>

17 « Notre programme et la situation politique », discours au Congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).

18 « Les anarchistes et l'expérience de la révolution russe », in « Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques - 1908-1947 », Bouquins Fayard, 2001, p.148.

Sous les pavés, la flamme d'Octobre

PAR YANN CÉZARD

Ce n'est certes pas l'été. Mais pour fêter le centième anniversaire de la révolution d'Octobre, nous osons recommander quelques pavés... En l'occurrence :

- *L'Histoire de la révolution russe* de Léon Trotsky (Seuil, collection Points Essais, deux tomes) ;

- *Les Bolcheviks prennent le pouvoir*. La révolution de 1917 à Petrograd d'Alexander Rabinowitch (La Fabrique) ;

- *La Révolution russe* d'Orlando Figes (Gallimard, Folio Histoire, deux tomes).

On pourrait benoîtement justifier une telle ordonnance par le fait que, comme le signalait Trotsky dans sa préface, les travailleurs russes ont accumulé davantage d'expériences en une seule année que d'autres peuples en plusieurs siècles. Mais c'est aussi que ces pavés se lisent (presque) comme des romans.

D'abord, un monument : *l'Histoire de la révolution russe* de Trotsky. Ce livre écrit en exil sur l'île turque de Prinkipo entre 1930 et 1932, d'une plume merveilleuse, est un exploit théorique : on y trouve à la fois un récit serré des événements, l'explication extraordinairement vivante de leur logique politique, et toute une philosophie de l'histoire mise concrètement en œuvre. La force de Trotsky, c'est de pouvoir prendre un double point de vue, celui de l'homme d'action, du militant qui a vécu les événements, y a pris des décisions, les a mises en œuvre, et celui d'un théoricien qui prend du recul, analyse les tendances lourdes de la lutte des classes. D'où des morceaux de bravoure de natures bien différentes : un récit emballant des journées de février, de la description des prises de terres, de la montée des sentiments politiques « bolcheviks » au sein des soviets de soldats ou d'ouvriers ; et dans un tout autre registre, tout un chapitre comparant la logique des révolutions « du passé » avec celle de 1917, l'antagonisme des classes, le double pouvoir ou encore, dans l'un des ultimes chapitres du livre, une réflexion sur Lénine, la décision de prendre le pouvoir en octobre et « le rôle de l'individu dans l'histoire ».

Le point de vue de Trotsky est-il biaisé par son éventuelle partialité ? Ce fut la double accusation des staliniens et des bourgeois. Pourtant nombre d'ex-staliniens, souvent à l'occasion du grand désarroi de la chute de l'URSS, l'ont redécouvert. Ils l'ont lu après

des décennies de refus, y trouvant enfin une explication lumineuse mais non mythologique de la révolution, débarrassée des enfumades du stalinisme comme des accusations délirantes de toute une histoire anti-bolchevique de la révolution ou du « coup d'Etat ».

OCTOBRE ENTRE DEUX FEUX

Car c'est là le double écueil : longtemps l'historiographie dominante, à l'ouest et à l'est, fut dominée par deux points de vue soi-disant antagonistes mais se confortant l'un l'autre. La révolution comme coup d'Etat, et la révolution comme exploit d'un parti discipliné et dirigé comme une armée par son chef suprême (et son fidèle second, l'incomparable Staline). Pris en étau, oubliés alors, deux éléments fondamentaux de la révolution russe : la diversité des militants, y compris des militants bolcheviques (puisque c'était une armée de héros ou de fanatiques), et la dynamique révolutionnaire, dans sa diversité, son explosivité, ses contradictions, des classes populaires de l'Empire russe.

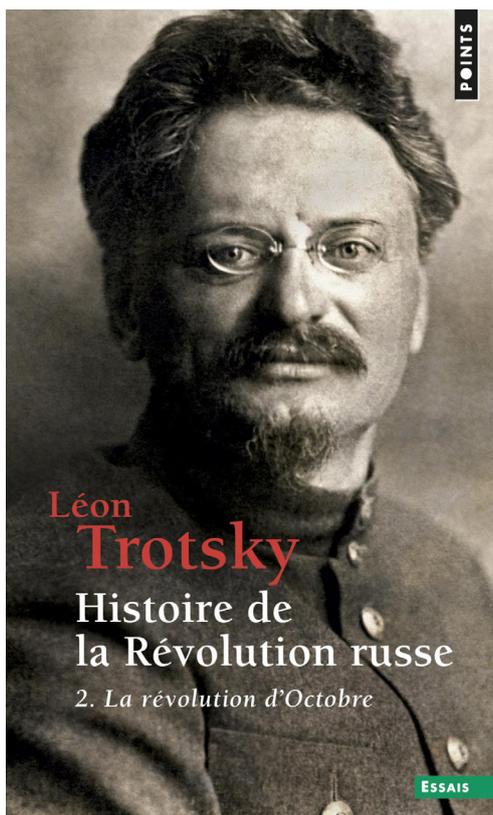
Certes, les choses se sont depuis affinées. Étrangement, la publication en 1997 du *Livre noir du communisme* y a même contri-

bué en France. Ce livre, aussi érudit qu'idiote dans son principe même, avait représenté une telle outrance que des historiens se voulant tout de même sérieux se sont sentis dans l'obligation de faire machine arrière et d'élaborer un « modèle explicatif » plus plausible, moins « guerre froide », de la révolution russe. Ainsi Nicolas Werth, l'un des historiens français les plus lus sur le sujet, et qui écrivit la « partie russe » du *Livre noir*, se déclara ensuite troublé par certaines réactions et par... la préface générale de Stéphane Courtois à l'ouvrage.

Il n'en avait pas moins écrit lui-même des choses aussi terribles qu'absurdes, renvoyant certaines politiques bolcheviques brutales pendant la guerre civile à une idéologie, par principe, de la terreur, tout en expliquant à l'inverse le massacre de centaines de milliers de paysans, d'ouvriers, de Juifs, par les armées blanches, par le contexte de la guerre civile. Ses remords aboutirent à une vision d'ensemble un peu moins grossière de la révolution d'Octobre, tragique « malentendu » entre les paysans qui voulaient la terre, les nationalités leur indépendance, les ouvriers le contrôle de leurs usines, et les bolcheviks qui voulaient bien leur donner tout cela pour prendre le pouvoir, pour mieux le reprendre dès que possible afin d'accomplir leur vrai programme, « communiste », par la violence.¹ Une interprétation devenue fort classique désormais. Et un peu plus fine, donc, que la littérature de guerre froide d'antan, mais aussi en comparaison d'une vieille rengaine disons social-démocrate, qui faisait l'apologie de la révolution des masses et démocratique de février pour mieux condamner le coup d'Etat factieux et totalitaire d'Octobre (Cohn-Bendit vient encore de la ressortir à la radio...). Puisqu'un Werth (un Marc Ferro d'ailleurs) notent tout de même que les bolcheviks, à la différence des mencheviks et autres réformistes, furent à peu près les seuls à bien vouloir reprendre les revendications des masses en question.

ET SI ON LISAIT LÉNINE ?

Mais il reste toujours ces deux grandes négligences : l'oubli des contingences historiques (une guerre mondiale, une guerre civile, la faim dans les villes, etc.) avec lesquelles les bolcheviks durent se coltiner,



Léon Trotsky
Histoire de
la Révolution russe

2. La révolution d'Octobre

POINTS

ESSAIS

d'une part, et après tout, la politique réfléchi et débattue, souvent âprement, des bolcheviks, d'autre part. Comme le fait remarquer Lucien Sève dans un intéressant petit livre (*Octobre 1917, une lecture très critique de l'historiographie dominante*, Editions sociales), ces historiens, même les plus sérieux, ont tous plus ou en moins en commun de ne pas avoir réellement lu Lénine. Un peu comme si, dans un étrange élan de matérialisme... vulgaire, les idées de ceux qui firent la révolution et la dirigèrent ne comptaient pour rien!

Au passage : il est donc fort utile pour comprendre Octobre de lire du... Lénine. Entre autres : *Les Lettres de loin*, *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, *L'Etat et la révolution...*

Le livre de Trotsky, lui, a ce charme de nous dire ce que pensaient, ce que voulaient, ce que débattaient les révolutionnaires. Bref, c'est un livre d'histoire pour celles et ceux qui rêvent (modestement) de faire l'histoire.

Pourquoi s'imposerait-on alors la lecture de Figes et de Rabinowitch? Parce qu'ils apportent chacun quelque chose d'extraordinaire, sur deux plans tout à fait différents.

RABINOWITCH, HISTORIEN DES MILITANTS BOLCHEVIQUES

Le livre de Rabinowitch² est une histoire des militants de Péetrograd. Il nous «révèle» (car on oublie, on est toujours encore un peu stalinisés...) à quel point le mouvement ouvrier et révolutionnaire, et dans ce mouvement le parti bolchevique lui-même, était vivant donc divers, contradictoire, mouvant. Comme le résume Rabinowitch, dans son Introduction écrite dans les années 1970 : «*mon objectif prioritaire aura été de restituer (...) le développement de la révolution "par en bas".*» Ce qui, dit-il, l'a amené à s'opposer aussi bien à la plupart des historiens occidentaux (Octobre comme «*résultat d'un coup d'Etat exécuté de main de maître et sans soutien significatif de la population*») qu'aux historiens soviétiques («*inévitabilité historique du processus et rôle essentiel d'un parti fortement discipliné sous la direction de Lénine*»). Or, «*en octobre, les objectifs des bolcheviks, du moins tels que les masses les comprenaient, bénéficiaient d'un ample soutien populaire*», «*en 1917, à Petrograd, le parti bolchevik ne ressemblait guère à l'organisation disciplinée, autoritaire et conspirative efficacement contrôlée par Lénine que décrivent la plupart des comptes rendus historiques.*»

D'où des pages formidables qui décrivent les initiatives contradictoires, les débats, le «bordel» qui régnait parfois, à des moments cruciaux de la révolution. L'auteur

démarré en juillet 17 et va jusqu'à la prise du pouvoir en octobre³, il montre à quel point «*l'action politique, ce n'est pas un trottoir de la perspective Nevski*» (disait le révolutionnaire du 19^e siècle Tchernychevski, cité par Lénine dans sa *Maladie infantile du communisme, le gauchisme*), cette avenue droite et large de Petrograd. Pas seulement parce que le parti bolchevique dut faire de la «tactique». C'est aussi parce que ses différentes composantes n'étaient pas souvent d'accord entre elles sur ce qu'il fallait faire, ni en juillet ni en octobre. Et que la force du parti fut d'accepter le débat, de jauger les situations concrètes et diverses de tout le pays, pour réussir à mener malgré tout une politique cohérente et déterminée.

FIGES, HISTORIEN DES MILLE RÉVOLTES RUSSES

L'apport de Figes est tout différent. D'abord parce que son point de vue sur les bolcheviks est... ridicule. D'emblée, Lénine est campé en psychopathe. Au nombre de ses «attitudes politiques» (page 285 du tome 1), d'ailleurs explicables par «*ses origines nobles*» : «*son*

peuple russe une expérience cruelle vouée d'avance à l'échec».

On croit alors lire l'œuvre d'un fou. Mais un fou qui aurait dépouillé des montagnes d'archives russes, avec une excellente intention : que faisaient, exprimaient, désiraient les différents groupes sociaux de l'empire russe, de la fin du 19^e siècle jusqu'à la fin de la guerre civile? On suit à travers des centaines de pages, la trajectoire de généraux, de petits paysans «entrepreneurs», d'ouvriers des débuts de l'industrialisation, de militants bolcheviques ou mencheviques en usine, de simples soldats, autant de petites biographies qui donnent à penser. On y voit s'incarner des tendances lourdes mais aussi passablement confuses et divergentes de la société russe. On voit concrètement ce que fut la révolution pour les «masses» populaires, à hauteur d'homme et de femme.

Et tout réactionnaire semble-t-il par ailleurs, on voit dans son livre comment les paysans se saisirent des terres, comment les soldats passèrent d'un patriotisme atavique à la mutinerie, comment se multiplièrent les prises de contrôle des usines par des comités ouvriers, comment les soldats de l'armée rouge furent recrutés, et comment l'armée rouge fut une grande école d'alphabétisation pour des millions de paysans. Extraordinairement hostile aux révolutionnaires, il est fasciné par la révolution. Et plus exactement les révolutions de 1917 : «*non pas une seule révolution politique, mais une multiplicité de révolutions sociales et nationales*».

Mais comment ces mille révoltes ont-elles pu s'entraîner les unes les autres, pour aboutir à une gigantesque transformation révolutionnaire de la société? Il fallait, pour que cela devienne possible, une révolution politique, et qu'il y ait donc une force politique qui la veuille et qui soit capable de la mener. On ne peut donc comprendre ce qui a pu se passer, ce qui a fait de cette révolution une source d'inspiration encore aujourd'hui pour celles et ceux qui n'acceptent pas la société capitaliste et ses horreurs, en opposant la spontanéité révolutionnaire des masses à l'action du parti bolchevique, mais plutôt en cherchant comment elles ont pu se composer. □

Orlando Figes La Révolution russe II



folio histoire

approche dogmatique et son ton dominateur; son intolérance à l'égard de toutes formes de critiques venant de ses subordonnés; et sa tendance à ne voir dans les masses qu'un matériau nécessaire à ses projets révolutionnaires». Comme le dit Gorki, semble-t-il fort approuvé par Figes : «*il s'estime en droit de faire avec le*

1 Nicolas Werth, «1917. La Russie en révolution», Découvertes Gallimard, chapitre «Utopies et malentendus d'Octobre».

2 Ce livre a déjà fait l'objet d'une recension détaillée dans notre revue (n° 81 de novembre 2016), par Ugo Palheta.

3 Deux autres de ses livres, non traduits en français, vont pour l'un de la révolution de février aux journées de juillet, pour l'autre des lendemains de l'insurrection d'Octobre à l'éclatement de la révolution allemande en novembre 1918.

Recommandés en ce centenaire...

PAR RÉGINE VINON, HENRI WILNO, JEAN-PHILIPPE DIVÈS

... Parmi bien d'autres ouvrages publiés à cette occasion, évidemment impossibles à tous chroniquer, et dont certains sont de véritables « classiques » qui, curieusement, n'avaient jamais été traduits en français – outre le livre de Rabinowitch sur lequel revient l'article précédent, c'est le cas du *Pétrograd rouge. La Révolution dans les usines (1917-1918)* de Stephen A. Smith, enfin disponible grâce aux éditions Les Nuits rouges.

DIX JOURS QUI ÉBRANLÈRENT LE MONDE

Commençons par ce livre de John Reed, qu'en 1920 Lénine avait « recommandé du fond du coeur aux travailleurs de tous les pays », « car il décrit de manière véridique et extraordinairement vivante des événements d'une importance considérable pour l'intelligence de ce qu'est la révolution prolétarienne, de ce qu'est la dictature du prolétariat ». Il est vrai que ce journaliste américain engagé du côté des insurgés du monde entier a remarquablement décrit ce que furent ces journées d'octobre 1917, qu'il a vécues à Pétrograd. Les raisons de la révolution d'abord, avec la guerre et son cortège de morts, la faim, l'impréparation du régime. Reed met en évidence la division irréconciliable entre les riches qui festoient à l'arrière et l'horreur de la boucherie de 14-18, les aspirations des masses qui s'aperçoivent que seuls les bolcheviks parlent vrai en exigeant la paix, le pain et la terre pour les paysans, alors que le gouvernement provisoire les réprime. Il dépeint l'ébullition, ce que peut être un peuple qui se soulève, propose une série de scènes vécues, prises sur le vif, en nous entraînant dans le tourbillon révolutionnaire : « quel admirable spectacle que les 40 000 ouvriers de Poutilov allant écouter des orateurs social-démocrates, socialistes révolutionnaires, anarchistes et autres, également attentifs à tous et indifférents à la longueur des discours ! » La soif de culture et d'information semble inépuisable : « nous nous rendîmes sur le front de la 12^e armée (...) des hommes hâves, pieds nus, dépérissaient dans la boue éternelle des tranchées ; à notre approche, ils se dressèrent, les faces contractées, leur peau bleuie par le froid paraissant à travers les déchirures des vêtements, et nous

demandèrent avidement "avez-vous apporté quelque chose à lire?" »

Souvent édité, cet ouvrage vient d'être republié en poche au Mercure de France, collection Temps retrouvé (560 pages, 11 euros).

Retourné aux Etats-Unis pour écrire son livre, John Reed a pris une part active à la création du parti communiste de ce pays, avant de revenir en Russie soviétique en 1919. Il a participé en juillet 1920 au 2^e congrès de l'Internationale communiste et a été élu membre de son comité exécutif. Mort du typhus en octobre 1920, à l'âge 33 ans, il est enterré sur la place Rouge à Moscou. R.V.

LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

Ce livre de Jean-Jacques Marie (Seuil, 21 euros) comble un vide. Car l'histoire de la révolution russe, de même que celle de nombreux événements historiques, aborde très peu le rôle des femmes. Or elles sont souvent en première ligne, car ce sont elles qui subissent toutes les exploitations et oppressions, sociales en tant qu'ouvrière sous-payées et maltraitées, de genre à travers notamment le mépris culturel des hommes.

En Russie, pendant la guerre impérialiste, ce sont elles qui piétinent des heures durant dans le froid pour essayer de nourrir leur famille. Ce sont tout naturellement elles qui n'en peuvent plus et se révoltent pour obtenir du pain et le retour de leurs maris partis au front. C'est une manifestation d'ouvrières du textile, à l'occasion de la journée internationale de lutte des femmes, qui sonne le début de la révolution de février.

Il était temps de donner toute leur place à ces femmes qui ont lutté et largement contribué à faire tomber le régime tsariste. On côtoie dans cet ouvrage de grandes figures féministes des premiers combats contre le tsarisme, poseuses de bombes ou éducatrices de la paysannerie, et les militantes bolcheviques qui furent le fer de lance des avancées législatives de la Russie soviétique, comme la légalisation de l'avortement et le divorce, libérant ainsi du carcan de l'Etat et de l'Eglise les femmes

comme les hommes engagés dans la révolution prolétarienne. R.V.

LA RÉVOLUTION DANS LA CULTURE ET LE MODE DE VIE

Entre 1917 et 1927, année où l'on peut considérer que la contre-révolution bureaucratique est accomplie, la Russie est le théâtre d'un formidable bouleversement social et culturel. Pour les dirigeants bolcheviques, les questions du mode de vie et de la culture ne doivent pas être renvoyées à un futur incertain mais sont d'une importance immédiate. Sous une forme très synthétique, le livre de Nicolas Fornet (*Les bons caractères*, 2016, 8,20 euros) passe en revue l'immense œuvre de transformation entreprise malgré la guerre civile et l'agression étrangère. Education et pédagogie, émancipation des femmes, des nationalités opprimées et des Juifs, droits des homosexuels, rapports avec les religions, théâtre, cinéma, musique, peinture, architecture, etc. : tout cela est saisi par le vent de transformation impulsé par le nouveau pouvoir, mais aussi par ceux et celles qui sont directement concernés. La lutte contre l'analphabétisme et pour l'éducation est une priorité : il s'agit de donner à chacun, dans les plus brefs délais, la capacité de s'inscrire dans les transformations en cours. Dans la population se répand une soif de savoir et de culture, tandis que beaucoup d'acteurs culturels se rallient à la révolution et acceptent des postes officiels, à l'instar des peintres Chagall et Malevitch. L'auteur n'escamote pas les difficultés auxquelles cette œuvre formatrice s'est heurtée. Le manque dramatique de moyens pèse lourdement, mais aussi les conflits entre institutions nouvelles décentralisées et administrations vite bureaucratiques. Les mesures législatives ne signifient pas toujours la fin des préjugés et des comportements discriminatoires, tant vis-à-vis des femmes que des homosexuels. Les conflits au sein du monde culturel sont exacerbés (et par certains aspects ont une résonance encore actuels) : de quel art la révolution a-t-elle besoin ? Certains des partisans du nouveau régime veulent envoyer au rancart la culture

classique et promouvoir une « culture prolétarienne », ce qui suscite le scepticisme de Lénine et de Trotsky. Les avant-gardistes, tenants des formes nouvelles parfois les plus échevelées en peinture, musique et théâtre, ont pleine liberté mais sont souvent incompris des secteurs populaires, tandis que s'y opposent les tenants du Proletkult. On peut juger que l'auteur passe un peu vite sur certaines évolutions, comme la fin progressive mais assez rapide de la liberté de la presse. Par ailleurs, les tracasseries ou les difficultés matérielles amèneront certains créateurs à quitter la Russie. Mais au total ce livre, facilement accessible, rend compte d'une époque de bouillonnement et de progrès immenses, où comme l'a écrit le musicien Chostakovitch, « on chargeait un piano sur un camion et on allait donner des concerts dans les fabriques et les usines, les unités militaires ». H.W.

QUE FAIRE DE 1917 ?

Dès l'introduction de son essai, sous-titré *Une contre-histoire de la révolution russe* (Autrement, 17 euros), Olivier Besancenot énonce son objectif : « tordre le coup aux deux vérités récurrentes consacrées à 1917 : la révolution d'octobre n'est pas un coup d'Etat mais bien une révolution ; la révolution ne fut pas coupable, mais victime de la contre-révolution bureaucratique qui allait la terrasser dans les années 1920 ». L'objectif est rempli et l'ouvrage utile.

Les manifestations et grèves de masse de février sont décrites de façon vivante. Il en est de même pour le mouvement multiforme (comités d'usine, soviets, etc.) d'auto-organisation qui a suivi et qui se renforce et radicalise face à l'incapacité du gouvernement provisoire de satisfaire les revendications populaires. Le parti bolchevique, devenu un parti de masse, apporte à ce mouvement une coordination et une orientation : « sans le parti bolchevique, les soviets ne se seraient pas emparés du pouvoir ». Olivier Besancenot rappelle aussi que le parti de 1917 n'est en rien le bloc monolithique décrit après coup par l'historiographie stalinienne. Quasi immédiatement, le nouveau pouvoir va être confronté à l'intervention étrangère et à la contre-révolution interne. La révolution russe « était d'emblée condamnée à un choix tragique : abdiquer ou défendre chèrement sa peau ». Les destructions de la guerre civile ont été terribles et, avec les

mesures exceptionnelles prises pour vaincre les armées blanches, ont créé un terreau favorable au développement de la bureaucratie. En fait, la contre-révolution avait « deux têtes » : l'une était bien visible (les Blancs et les impérialistes), l'autre se profilait (la bureaucratie). Et c'est cette dernière qui l'a emporté. C'est évidemment un aspect essentiel du bilan à tirer d'Octobre. L'auteur avance quelques pistes afin de se prémunir du péril mais, bien sûr, la réflexion reste ouverte.

A propos de la bureaucratie, Olivier Besancenot reprend les thèses de l'histo-

plein et entier des tendances bureaucratiques aboutissant à la dégénérescence totale que l'on trouve dans les différents partis réformistes et staliniens et dans l'Éat soviétique. Si on ne fait pas la distinction essentielle entre ces deux phénomènes (...) on place le mouvement ouvrier devant une impasse et non une contradiction dialectique. On ne peut plus alors que conclure à l'impossibilité de l'auto-émancipation du prolétariat. Plus simplement, pour Mandel la bureaucratia-tion de la Russie soviétique vient fondamentalement d'en haut, elle a des causes non seulement politiques mais aussi matérielles, elle renvoie au contexte d'isolement de la révolution. Des questions à approfondir... H.W.

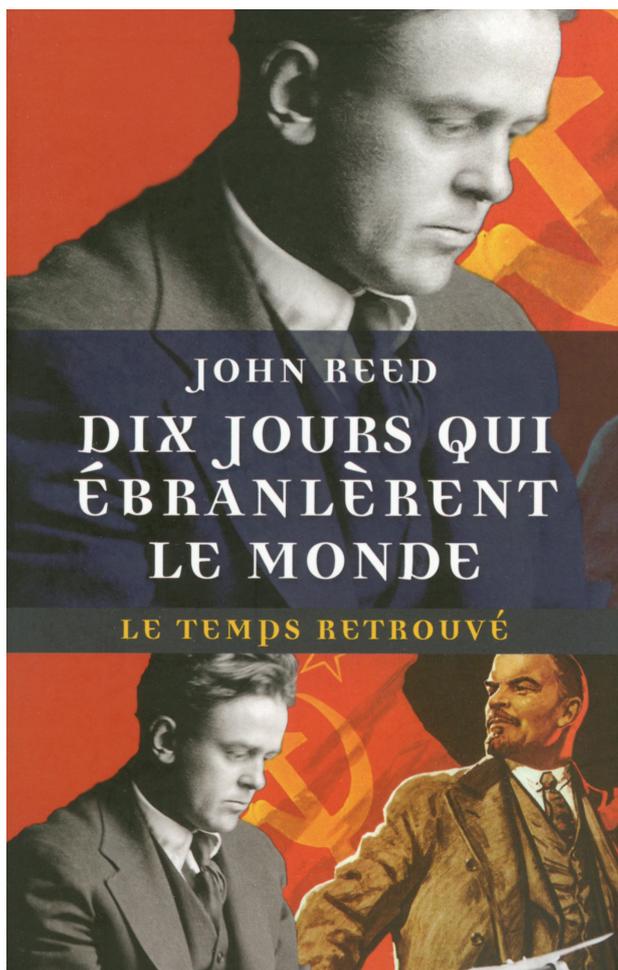
MÉMOIRES D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

Signalons enfin que l'imposant recueil de textes de Victor Serge, publié en 2001 dans la collection Bouquins de Robert Laffont, est toujours disponible (*Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques 1908-1947*, 1050 pages, 30,75 euros) et qu'il peut donc être avisé d'en faire l'acquisition maintenant.² D'abord militant anarchiste, emprisonné en France durant plusieurs années, Serge a adhéré au parti communiste (bolchevique) de Russie peu après son arrivée dans le pays, en 1919. Collaborateur de l'Internationale communiste, il a rejoint l'opposition de gauche dirigée par Trotsky, duquel il s'est éloigné à la fin des années 1930, sans toutefois abandonner ses convictions communistes antibureaucratiques. Déporté par le régime stalinien, Serge s'était trouvé miraculeusement libéré et expulsé d'URSS juste avant les premiers procès de Moscou, comme résultat d'une campagne internationale à laquelle avaient pris part de nombreux intellectuels, parmi eux d'importants

« compagnons de route » du stalinisme. L'auteur a donc été un acteur de premier plan des événements, dont il en rend compte (ces écrits politiques sont en majeure partie consacrés à la révolution russe), en outre, avec tout son talent de grand écrivain. On n'est évidemment pas obligé de partager toutes ses analyses et positions, mais il est impossible de ne pas y trouver des fulgurances, toujours actuelles et utiles. J.-Ph.D. □

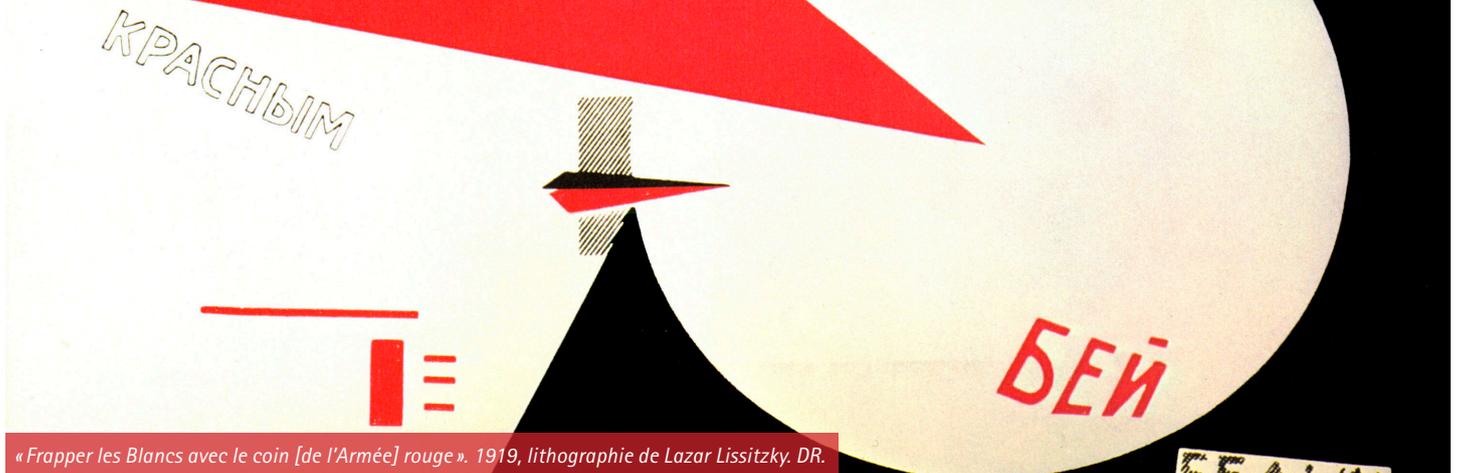
¹ <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/de-la-bureaucratie>

² Comme pour les autres ouvrages mentionnés dans nos pages, par exemple à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris.



rien Marc Ferro sur un double mouvement de bureaucratia-tion : « par le haut » du côté des dirigeants et « par le bas » du fait de la désignation au sein des soviets et des comités d'usine de responsables qui tendent à se perpétuer dans leurs fonctions. Ernest Mandel, dans « De la bureaucratie »¹, insistait pour sa part sur la nécessité de « distinguer nettement deux groupes de phénomènes et se garder d'assimiler abusivement les deux : les tendances potentielles à un début de bureaucratia-tion, germes absolument inhérents au développement d'un mouvement ouvrier, à partir d'une certaine extension numérique et d'une certaine ampleur de pouvoir (...) ; le développement

«Une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées» (Léon Trotsky)



«Frapper les Blancs avec le coin [de l'Armée] rouge». 1919, lithographie de Lazar Lissitzky. DR.

Certains de nos lecteurs pourront citer pratiquement par cœur ces lignes magistrales, extraites de la préface du premier volume de l'Histoire de la révolution russe. D'autres sans doute ne les connaîtront pas encore. Pour toutes et tous, elles restent plus que jamais une invitation à lire, réfléchir et débattre...

Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation; l'histoire est faite par des spécialistes du métier: monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.

Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution, dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas des institutions sé-

culaires, en crée de nouvelles et les renverse encore. La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.

C'est qu'en effet une société ne modifie pas ses institutions au fur et à mesure du besoin, comme un artisan renouvelle son outillage. Au contraire: pratiquement, la société considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établie. Durant des dizaines d'années, la critique d'opposition ne sert que de soupape au mécontentement des masses et elle est la condition de la stabilité du régime social: telle est par exemple, en principe, la valeur acquise par la critique social-démocrate. Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection.

Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent par conséquent non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de «démagogues».

Les masses se mettent en révolution non

point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. Alors commence la réaction: désenchantement dans certains milieux de la classe révolutionnaire, multiplication des indifférents et, par suite, consolidation des forces contre-révolutionnaires. Tel est du moins le schéma des anciennes révolutions.

C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur. □